

Conformément à l'article 87 de la Nouvelle Loi Communale, vous êtes invité(e) à assister à la réunion du Conseil communal qui aura lieu dans la salle du Conseil communal au Centre Administratif d'Uccle, le jeudi 19 octobre 2023, à 18:30.

Overeenkomstig artikel 87 van de Nieuwe Gemeentewet, wordt u uitgenodigd om de vergadering van de Gemeenteraad bij te wonen die zal plaatsvinden in de Raadzaal in het Administratief Centrum van Ukkel op donderdag 19 oktober 2023, om 18:30.

Uccle, le 11 octobre 2023  
Ukkel, 11 oktober 2023

**CONSEIL COMMUNAL DU 19 OCTOBRE 2023  
GEMEENTERAAD VAN 19 OKTOBER 2023**

[NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES](#)  
[AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA](#)

[SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING](#)

**DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN**

**Secrétariat central - Centraal secretariaat**

**1 Hommage aux victimes du terrorisme.**

---

**Eerbetoon aan de slachtoffers van het terrorisme.**

---

**2 Interpellation citoyenne : le projet de théâtre Le Public. (Complémentaire)**

---

**Burgerinterpellatie : het theaterontwerp Le Public. (Aanvullend)**

---

**3 Approbation du registre de la séance du Conseil communal du 07 septembre 2023.**

---

**Goedkeuring van de register van de zitting van de Gemeenteraad van 07 september 2023.**

---

**Sanctions administratives - Administratieve sancties**

#### 4 **Règlement de Police complémentaire relatif à l'interdiction de la consommation d'alcool dans l'espace public**

Le Conseil,

Vu l'article 119 bis de la Nouvelle Loi Communale disposant que le conseil communal peut établir des peines et des sanctions administratives communales conformément à la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales;

Vu l'article 135, §2 de la Nouvelle Loi Communale disposant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales;

Vu l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 sur la répression de l'ivresse publique et notamment son article 4, interdisant quiconque de servir des boissons enivrantes à une personne manifestement ivre; Vu les dispositions de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police (5LFP), notamment l'article 30 qui autorise la saisie administrative et/ou la destruction d'objets dans les conditions y décrites;

Vu le Règlement Général de Police commun aux 19 communes bruxelloises adopté par le Conseil

Communal le 1<sup>er</sup> octobre 2020 et entré en vigueur le même jour, i.e. le 1<sup>er</sup> octobre 2020;

Considérant que chacune des communes peut adopter un règlement complémentaire qui lui est propre;

Considérant que la Commune de Watermael-Boitsfort a adopté un règlement complémentaire, notamment en matière de consommation d'alcool sur la voie publique;

Que pour des raisons de cohérence, de lisibilité et d'efficacité, il y a lieu, d'harmoniser les règlements dans les communes d'une même zone, d'autant lorsqu'une problématique identique s'y identifie; Que la Commune d'Uccle souhaite, partant, s'aligner sur une réglementation complémentaire sur l'interdiction de la consommation d'alcool dans l'espace public, telle qu'adoptée à Watermael Boitsfort et telle qu'elle le sera à Auderghem;

Considérant qu'il y a une recrudescence des procès-verbaux en matière de sanctions administratives communales concernant les cas de nuisance et troubles à l'ordre public directement ou indirectement liés à la consommation d'alcool dans l'espace public;

Considérant que la consommation excessive d'alcool sur la voie publique est un phénomène prenant une grande ampleur, notamment et surtout en dehors de tout contexte festif ou événementiel, hors de tout établissement ou terrasse, et que cette consommation, en étant abusive, est génératrice de troubles; Considérant que les comportements dérangeant s'étalent sur l'ensemble de la journée et pas uniquement la nuit et ce, toute l'année, toutes saisons confondues;

Considérant que les nuisances sont tantôt des nuisances sonores (cris intenses, bris de bouteilles en verre, etc.), tantôt des atteintes à la sécurité publique (bagarres avec bouteilles, dégradations ou vols), tantôt des atteintes à la propreté publique (souillures, vomissements ainsi que la présence de déchets tels que cannettes, bouteilles, papiers), ainsi que des comportements inappropriés envers les riverains ou les passants (injures, vociférations, cris, etc.);

Qu'en effet, tant auprès de la Police que de la Commune, les riverains, les passants et les exploitants horeca se disent désespérés par les troubles à la sécurité publique causés suite aux comportements de ces personnes sous influence d'alcool qui manifestent souvent de l'agressivité et du dérangement, en particulier du harcèlement à l'encontre du public féminin, créant ainsi un sentiment d'insécurité réel; Que cette situation met en péril la fréquentation diversifiée des espaces publics par tous les types de public, particulièrement les enfants, les femmes et les personnes âgées, dissuadés de s'y rendre en raison des comportements agressifs et actes violents s'y déroulant;

Que les riverains et les usagers de la voie publique signalent également les troubles à la tranquillité publique, en ce qu'il se produit constamment des nuisances sonores et tapages nocturnes le soir et la nuit, générés par des personnes en état d'ébriété;

Considérant par ailleurs les atteintes à la salubrité publique sont régulièrement constatées tant par les riverains que les services communaux, faisant état de dégradations des installations urbaines des lieux, mais aussi des salissures par l'abandon de déchets, crachats, vomis, urines et défection sur la voie publique, occasionnant une puanteur dans l'environnement;

Considérant que la vie des riverains et des passants est gravement perturbée et que leur quiétude, leur sécurité, sont insuffisamment garanties;

Considérant que les nuisances ainsi décrites résultent directement du comportement de personnes en état d'ébriété sur la voie publique;

Considérant que la consommation de boissons alcoolisées est en effet de nature à augmenter le risque de survenance de ces nuisances ainsi que d'autres agissements violents et, partant, le risque de troubles;

Considérant que les comportements violents constatés dans les rapports de police trouvent effectivement l'origine première dans une consommation excessive de boissons alcoolisées qui s'ajoute fréquemment à la consommation de produits stupéfiants;

Considérant qu'en égard à ce qui précède, il convient d'interdire la consommation de boissons alcoolisées dans l'espace public ;

Que cette interdiction constitue la seule mesure adéquate et proportionnée au regard de l'atteinte portée à l'ordre public et la tranquillité publique;

Considérant que les débits de boissons, les établissements horeca et les terrasses de ces derniers ne sont pas visés par la présente mesure;

Qu'en effet, ces derniers sont tenus à une obligation spécifique de par l'article 4 de l'arrêté loi du 14 novembre 1939 qui interdit de servir des boissons enivrantes à une personne manifestement ivre;

Considérant que les marchés publics, brocantes, foires et toute manifestation commerciale, festive ou sportive dûment autorisée et/ou organisée par la Commune ne sont pas non plus visés par le présent règlement, le même devoir de réserve que pour les débits de boissons et établissements horeca leur incombant;

Considérant qu'à titre préventif, il est nécessaire d'éviter aux consommateurs d'alcool ainsi surpris sur la voie publique par les agents de police de poursuivre la consommation d'alcool en dépit de l'interdiction dans les lieux visés ; qu'à cet effet, il convient d'autoriser la police de saisir les boissons alcoolisées ou de vider les récipients de leur contenu alcoolisé pour assurer l'efficacité de la mesure;

Décide:

de compléter l'article 46 du Règlement Général de Police commun aux 19 communes bruxelloises par le tiret et les paragraphes suivants:

§1<sup>er</sup> Sauf autorisation préalable du Bourgmestre, sont interdits sur l'espace public et dans les lieux publics :

[...]

-la consommation des boissons alcoolisées, pures ou en mélanges, pouvant conduire le consommateur à perdre la maîtrise de ses actes nécessaire pour garantir sa sécurité ou la sécurité des personnes avec lesquelles il est en contact, ou qui l'amène à adopter un comportement agressif, excessivement bruyant ou incommodant pour les autres usagers de l'espace public ou pour les riverains . Par exception, la consommation de boissons alcoolisées est autorisée :

- sur les terrasses dûment autorisées
- sur les lieux des marchés publics, des brocantes, des foires et de toute manifestation commerciale, festive ou sportive dûment autorisée et/ou organisée par l'autorité communale.

§2. Les demandes d'autorisation doivent être introduites au moins 10 jours ouvrables avant l'activité, à l'exception de celles relatives aux divertissements quelconques qui doivent être introduites 6 semaines avant le divertissement.

§3. Les boissons alcoolisées consommées en infraction aux dispositions ci-dessus seront saisies. En cas de saisie administrative, les objets saisis pourront être détruits.

Le présent texte sera publié conformément à l'article 112 de la Nouvelle Loi communale et entrera en vigueur conformément à l'article 114 de la Nouvelle Loi communale.

---

## **Aanvullend Politiereglement terzake het verbod van alcoholgebruik in de openbare ruimte**

De raad,

Gelet op artikel 119 bis van de Nieuwe Gemeentewet dat bepaalt dat de gemeenteraad gemeentelijke administratieve boetes en sancties kan vaststellen overeenkomstig de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op artikel 135, §2 van de Nieuwe Gemeentewet dat bepaalt dat de gemeentes moeten zorgen voor goed bestuur ten bate van de inwoners, meer bepaalde inzake reinheid, gezondheid, veiligheid en rust van openbare straten, plaatsen en gebouwen;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op de besluitwet van 14 november 1939 betreffende de beteugeling van de dronkenschap en in het bijzonder artikel 4 ervan, dat iedereen verbiedt bedwelmende dranken te schenken aan een persoon die duidelijk dronken is;

Gelet op de bepalingen van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, in het bijzonder artikel 30, dat de administratieve inbeslagneming en/of vernietiging van voorwerpen toestaat onder de daarin beschreven voorwaarden;

Gelet op het gemeenschappelijk Algemeen Politiereglement van alle 19 brusselse gemeenten aangenomen door de gemeenteraad op 1 oktober 2020 en dezelfde dag in werking getreden, *i.e.* op 1 oktober 2020;

Overwegende dat elke gemeente een aanvullende verordening kan toepassen die haar eigen is;

Overwegende dat de gemeente Watermaal-Bosvoorde een aanvullend politiereglement heeft goedgekeurd, o.a. terzake het alcoholgebruik in de openbare ruimte;

Dat ter bevordering van de coherentie, de leesbaarheid en de efficiëntie, het aangewezen is de reglementen van éénzelfde zone te harmoniseren, temeer als zich daar een identieke problematiek voordoet;

Dat de gemeente Ukkel zich derhalve wenst te aligneren op het aanvullend politiereglement terzake het alcoholgebruik in de openbare ruimte als datgene dat is aangenomen door de gemeente

Watermaal-Bosvoorde en dat door de gemeente Auderghem wordt aangenomen;

Overwegende dat er een toename is van processen-verbaal terzake gemeentelijke administratieve sancties betreffende gevallen van overlast en verstoring van de openbare orde direct of indirect gelinkt met het alcoholgebruik in de openbare ruimte;

Overwegende dat overmatig alcoholgebruik op de openbare weg een wijdverspreid fenomeen is, in het bijzonder en vooral buiten elke feestelijke of evenementencontext, buiten elke inrichting of terras, en dat dit gebruik, door misbruik, een bron van overlast is;

Overwegende dat overlastgevend gedrag de hele dag door voorkomt en niet alleen 's nachts, heel het jaar door en ongeacht de seizoenen;

Overwegende dat de overlast soms bestaat uit geluidsoverlast (luid geschreeuw, breken van glazen flessen ...), soms uit inbreuken op de openbare veiligheid (vechten met flessen, beschadiging of diefstal), soms uit inbreuken op de openbare reinheid (bevuilden, braken en de aanwezigheid van afval zoals blikjes, flessen, papier), alsook uit ongepast gedrag tegenover buurtbewoners of voorbijgangers (beledigingen, tieren, schreeuwen ...);

Overwegende dat zowel de politie als de gemeente van buurtbewoners, voorbijgangers en horecaexploitanten te horen hebben gekregen dat ze wanhopen over de problemen met de openbare veiligheid die worden veroorzaakt door het gedrag van deze personen onder invloed van alcohol, die

vaak agressief en storend zijn, in het bijzonder het vrouwelijke publiek lastigvallen, waardoor een echt gevoel van onveiligheid ontstaat;

Overwegende dat deze situatie het gediversifieerde gebruik van de openbare ruimtes door alle soorten publiek in gevaar brengt, met name kinderen, vrouwen en ouderen, die worden afgeschrikt door het agressieve gedrag en de gewelddaden die plaatsvinden;

Overwegende dat buurtbewoners en gebruikers van de openbare weg ook melding maken van verstoringen van de openbare rust, in die zin dat er sprake is van voortdurende geluidsoverlast en overlast 's avonds en 's nachts, veroorzaakt door personen in dronken toestand;

Overwegende dat er bovendien regelmatig problemen met de volksgezondheid worden gemeld door zowel buurtbewoners als gemeentediensten, met meldingen van schade aan de stedelijke installaties van de plaatsen, alsook vervuiling veroorzaakt door het achterlaten van afval, spuug, braaksel, urine en ontlasting op de openbare weg, wat een stank in de omgeving veroorzaakt;

Overwegende dat het leven van buurtbewoners en voorbijgangers ernstig wordt verstoord en dat hun rust en veiligheid onvoldoende worden gewaarborgd;

Overwegende dat de hierboven beschreven overlast het directe gevolg is van het gedrag van dronken personen op de openbare weg;

Overwegende dat het gebruik van alcoholische dranken het risico op het ontstaan van deze overlast en andere gewelddadige handelingen kan verhogen en bijgevolg ook het risico op ordeverstoringen;

Overwegende dat het gewelddadige gedrag dat in de politieverlagen wordt vastgesteld, in feite hoofdzakelijk te wijten is aan overmatig gebruik van alcoholische dranken, dat vaak gepaard gaat met het gebruik van verdovende middelen;

Overwegende dat, gelet op hetgeen vooraf gaat, het aangewezen is het alcoholverbruik te verbieden in de openbare ruimte;

Dat dit verbod de enige passende en proportionele maatregel is, gelet op de schade die aan de openbare orde en de openbare rust wordt toegebracht;

Overwegende dat dranklijsterijen, horeca-etablisementen en hun terrassen niet onder deze maatregel vallen;

Overwegende dat voor deze laatste in feite een specifieke verplichting geldt in artikel 4 van de besluitwet van 14 november 1939, dat het schenken van bedwelmende dranken aan een persoon die duidelijk dronken is verbiedt;

Overwegende dat openbare markten, rommelmarkten, kermissen en alle commerciële, feestelijke of sportieve evenementen die door de gemeente zijn toegestaan en/of worden georganiseerd, evenmin onder dit reglement vallen, aangezien zij aan dezelfde terughoudendheid zijn onderworpen als slijsterijen en horeca-etablisementen;

Overwegende dat men preventief moet vermijden dat alcoholgebruikers die door politieagenten op de openbare weg worden betrappt, ondanks het verbod op de betrokken plaatsen alcohol blijven gebruiken; dat de politie hiertoe moet worden gemachtigd alcoholische dranken of lege verpakkingen met alcoholische inhoud in beslag te nemen om de doeltreffendheid van de maatregel te waarborgen;

**Beslist:**

Het artikel 46 van het Gemeenschappelijk Algemeen Politierglement van alle 19 brusselse gemeenten met volgend afbrekingsteken en paragrafen aan te vullen:

§1. Behalve met de voorafgaande toelating van de Burgemeester is het volgende verboden op de openbare ruimte en in de openbare plaatsen:

[...]

- de consumptie van alcoholhoudende dranken, zuiver of in mengelingen te gebruiken, waarbij de gebruiker geen controle meer heeft op zijn daden, die zodoende zijn eigen veiligheid en die van de personen waarmee hij in contact is niet meer kan waarborgen; of waardoor hij/zij een agressief, uitzonderlijk lawaaierig of hinderlijk gedrag vertoont ten aanzien van andere gebruikers van de openbare ruimte of van bewoners.

Bij uitzondering wordt het gebruik van alcoholische dranken toegestaan:

° op naar behoren vergunde terrassen;

° op openbare markten, rommelmarkten, kermissen en op commerciële, feestelijke of sportieve gebeurtenissen die toegelaten en/of georganiseerd wordt door de gemeentelijke overheid.

§2. De vergunningsaanvragen moeten ingediend worden minstens tien werkdagen voor de activiteit met uitzondering van de festiviteiten die minstens zes weken voor de bewust festiviteit moeten worden ingediend.

§3. Alcoholische dranken die in strijd met de bovenstaande bepalingen worden geconsumeerd, worden in beslag genomen. In geval van administratieve inbeslagname kunnen de in beslag genomen voorwerpen worden vernietigd.

Onderhavige tekst zal gepubliceerd worden overeenkomstig artikel 112 van de Nieuwe Gemeentewet en zal in werking treden overeenkomstig artikel 114 van de Nieuwe Gemeentewet.

---

## DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

### Mobilité - Mobiliteit

#### 5 Police de la circulation routière - règlement général complémentaire – nouvelles dispositions.

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière;

Vu l'article 60 et suivants de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Considérant la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Considérant que les mesures prévues ci-après concernent la voirie communale et/ou régionale;

Nouvelles dispositions:

#### **Article 4 : Canalisation de la circulation**

##### **Art.4.1. Ilot directionnel et zone d'évitement**

Art.4.1.2. Une zone d'évitement est tracée sur les voies suivantes. La mesure est matérialisée par les marques de couleur blanche prévues à l'art. 77.4. de l'A.R.

Art.4.1.2.140. Avenue Louis Thévenet, 11 (1-3m);

##### **Art.4.3. Traversées**

Art.4.3.1. Des passages pour piétons sont délimités aux endroits suivants. La mesure est matérialisée par des bandes de couleur blanche, parallèles à l'axe de la chaussée, conformément à l'art. 76.3. de l'A.R.

Art.4.3.1.16. Rue Vanderkindere, 119;

Art.4.3.1.17. Rue Vanderkindere, 548;

Art.4.3.1.18. Avenue Circulaire, au carrefour avec la rue de l'Equateur;

Art.4.3.1.19. Avenue Circulaire, au carrefour avec l'avenue de l'Observatoire;

Art.4.3.1.20. Avenue Circulaire, au carrefour avec l'avenue de Saturne;

#### **Article 5 : Arrêt et stationnement (signaux routiers)**

##### **Art.5.7. Stationnement payant**

Art.5.7.5. Le stationnement est payant sur les zones de livraisons dans les voiries suivantes. La mesure est matérialisée par des signaux E9a portant la mention « PAYANT » et éventuellement les horaires, complétés par un panneau informatif « Forfait 100 euro excepté livraisons » avec le pictogramme d'un camion avec hayon ouvert.

Art.5.7.5.21. Avenue Oscar Van Goidtsnoven, 27, du lundi au vendredi de 7h à 16h (6m);

#### **Art.5.9. Stationnement réservé**

Art.5.9.1. Le stationnement est réservé, dans les endroits suivants, à certaines catégories de véhicules: Personnes handicapées. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau additionnel sur lequel est reproduit le symbole d'une chaise roulante pour personnes handicapées.

Art.5.9.1.72. Chaussée de Saint-Job, 691 (6m);

Art.5.9.1.73. Rue de la Fourragère, 8 (6m);

Art.5.9.1.74. Homborch, 11 (12m);

#### **Article 10 : Dispositions finales**

**Art.10.1.** La signalisation prévue ci-dessus sera placée conformément aux dispositions de l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et de l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière.

**Art.10.2.** Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité, après avis de la Commission Consultative pour la Circulation Routière, conformément à l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière, la pose et le coût de la signalisation routière.

Décide: d'approuver les mesures susmentionnées.

---

### **Politie op het wegverkeer algemeen bijkomend reglement – nieuwe bepalingen.**

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer

en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Gelet op artikel 60 e.v. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de

politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimum afmetingen en de bijzondere

plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens;

Overwegende de ministeriële omzendbrief van 14 november 1977 betreffende de aanvullende reglementen en de

plaatsing van verkeerstekens;

Overwegende dat de hierna voorziene maatregelen gemeentewegen en/of gewestwegen betreffen;

Nieuwe bepalingen:

#### **Artikel 4 : Kanaliseren van het verkeer**

##### **Art.4.1. Verkeersgeleider en verdrijvingsvlak**

Art.4.1.2. Een verdrijvingsvlak wordt aangebracht op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door witte strepen, conform artikel 77.4. van het K.B.

Art.4.1.2.140. Louis Thévenetlaan, 11 (1-3m);

#### **Art.4.3. Oversteekplaatsen**

Art.4.3.1. Oversteekplaatsen voor voetgangers worden afgebakend op de volgende plaatsen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door witte evenwijdige strepen, parallel met de as van de rijweg, conform artikel 76.3. van het K.B. Art.4.3.1.16. Vanderkinderestraat, 119;

Art.4.3.1.17. Vanderkinderestraat, 548;

Art.4.3.1.18. Ringlaan, aan het kruispunt met de Evenaarsstraat;

Art.4.3.1.19. Ringlaan, aan het kruispunt met de Sterrewachtlaan;

Art.4.3.1.20. Ringlaan, aan het kruispunt met de Saturnuslaan;

#### **Artikel 5 : Stilstaan en parkeren (verkeersborden)**

##### **Art.5.7. Betalend parkeren**

Art.5.7.5. Het parkeren is betalend op de leveringszones op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a met de vermelding «BETALEND» en eventueel een jdsvenster aangevuld door een informatiebord "Forfait 100 euro uitgezonderd leveringen" met een pictogram van een vrachtwagen met een open laadklep.

Art.5.7.5.21. Oscar Van Goidtsnovenlaan, 27, maandag tot vrijdag van 7u tot 16u (6m); **Art.5.9.**

##### **Parkeren voorbehouden**

Art.5.9.1. Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen voor bepaalde categorieën voertuigen: Personen met een handicap. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld met een onderbord waarop het symbool van een rolstoel voor personen met een handicap afgebeeld is.

Art.5.9.1.72. Sint-Jobsesteenweg, 691 (6m);

Art.5.9.1.73. Fourragèrestraat, 8 (6m);

Art.5.9.1.74. Homborch, 11 (12m); **Artikel**

#### **10 : Slotbepalingen**

**Art.10.1.** De hierboven voorziene signalisatie wordt geplaatst conform de bepalingen van het K.B. van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg en het M.B. van 11 oktober 1976 waarbij de minimumafmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald.

**Art.10.2.** Het onderhavige reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister van Mobiliteit, na advies van de Raadgevende Commissie voor het Wegverkeer, conform artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens.

Beslist:

de bovenvermelde maatregelen goed te keuren.

---

## **DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID**

### **Urbanisme - Stedenbouw**

#### **6 Confirmation automatique du permis d'urbanisme délivré par le Fonctionnaire délégué le 10/05/2023 (Erratum de la décision du 5/5/2023) réf. 16/SOC/184720 (réf. Communale 16-46618-**



**2022) à la S.A. Société du Logement de la Région Bruxelles-Capitale (SLRB) - Monsieur Erik Vandevoorde, tendant à construire 37 appartements sociaux et moyens, répartis dans trois villas urbaines en rez+4, situés rue François Vervloet, à gauche du n° 152 à Uccle - Décision d'intenter un recours au Conseil d'Etat.**

Le Conseil,

Vu la décision du fonctionnaire délégué du 5 mai 2023, modifiée le 10 mai 2023, délivrant le permis d'urbanisme réf. 16/SOC/184720 (réf. Communale 16-46618-2022) à la S.A. Société du Logement de la Région Bruxelles-Capitale (SLRB) - Monsieur Erik Vandevoorde, tendant à construire 37 appartements sociaux et moyens, répartis dans trois villas urbaines en rez+4, situés Rue François Vervloet, à gauche du n° 152 à Uccle;

Considérant que le collège des Bourgmestre et échevins avait émis un avis défavorable sur le projet lors de sa séance du 25/10/2022;

Considérant qu'en séance du 20/06/2023, le Collège a ratifié l'introduction d'un recours administratif devant le gouvernement;

Considérant que la demande de permis a été instruite suivant la procédure accélérée visée aux articles 197/1 et suivants du COBAT relatifs aux travaux visant à créer des logements sociaux;

Considérant que la demande a été instruite suivant la procédure digitale Mypermit;

Considérant que la décision du fonctionnaire délégué a été prise le 5 mai 2023 (erratum le 10 mai 2023) sans que cette décision n'ait été notifiée à la commune ni par lettre recommandée, ni par e-mail, ni via une notification sur la plateforme Nova;

Considérant que par un mail réceptionné le 2 juin 2023 sur l'adresse info.urbanisme@uccle.brussels, le demandeur de permis a informé le service de l'urbanisme de l'affichage de la décision du permis d'urbanisme;

Qu'en vertu de l'article 197/15, § 1er du CoBAT, « *En dérogation à l'article 188/1, un recours au Gouvernement peut être introduit :*

*- par le demandeur lorsque le délai de décision imparti au fonctionnaire délégué par l'article 197/13 est écoulé sans qu'une décision n'ait été adoptée. L'envoi de ce recours n'est astreint à aucun délai ; - par le demandeur ou, lorsque la commune n'est pas la demanderesse du permis, par le Collège des bourgmestre et échevins lorsque le fonctionnaire délégué a adopté une décision. Le recours est envoyé dans les quinze jours à dater de la réception de cette décision »;*

Considérant que le recours au gouvernement a été introduit en date du 6/06/2023;

Qu'une audience s'est tenue en date du 20/07/2023;

Considérant qu'aucune décision n'a été prise dans le délai de 45 jours à dater de l'introduction du recours;

Considérant que le permis est confirmé en application de l'article 197/15 du COBAT qui prévoit ce qui suit pour ce qui concerne les recours introduits à l'encontre de permis relatif à des logements sociaux :

« § 4. *Le Gouvernement notifie sa décision aux parties dans les quarante-cinq jours de la réception du recours. A défaut :*

*- si le recours est dirigé contre une décision du fonctionnaire délégué, cette décision est automatiquement confirmée ; ».*

Considérant que la décision peut être considérée comme confirmée en date du 31/07/2023;

Considérant que le permis ne tient pas compte des permis antérieurs et n'est pas suffisamment motivé sur ce point;

Considérant que le fonctionnaire commet une erreur manifeste d'appréciation sur le gabarit des immeubles projetés, leur typologie, leur implantation, ainsi que sur les parkings implantés sur la parcelle;

Considérant qu'il est opportun d'introduire un recours au Conseil d'Etat;

Vu les articles 123, 8° et 270 de la Nouvelle Loi Communale,

Décide :

- de prendre connaissance de la confirmation automatique du permis d'urbanisme délivré par le Fonctionnaire délégué le 10/05/2023 (Erratum de la décision du 5/5/2023) réf. 16/SOC/184720 (réf. Communale 16-46618-2022) à la S.A. Société du Logement de la Région Bruxelles-Capitale (SLRB)
- Monsieur Erik Vandevoorde, tendant à construire 37 appartements sociaux et moyens, répartis dans trois villas urbaines en rez+4, situés Rue François Vervloet, à gauche du n°152 à Uccle;
- d'introduire un recours au Conseil d'Etat à l'encontre de ce permis d'urbanisme;
- de charger le Collège de désigner un avocat afin d'introduire le recours au Conseil d'Etat à l'encontre du permis d'urbanisme précité ;
- de charger le service juridique de l'urbanisme du suivi de cette affaire.

---

**Automatische bevestiging van de stedenbouwkundige vergunning afgeleverd door de gemachtigde ambtenaar op 10/05/2023 (erratum van de beslissing van 05/05/2023) kenm. 16/SOC/184720 (gemeentelijk kenm. 16-46618-2022) aan nv Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij (BGHM) - de heer Erik Vandevoorde, strekkend tot het bouwen van 37 sociale en middelgrote appartementen, verdeeld over drie stedelijke villa's met GLV+4, gelegen François Vervloetstraat, links van nr. 152 te Ukkel - Beslissing om beroep aan te tekenen bij de Raad van State.**

De raad,

Gelet op de beslissing van de gemachtigde ambtenaar van 5 mei 2023, gewijzigd op 10 mei 2023, tot aflevering van stedenbouwkundige vergunning kenm. 16/SOC/184720 (gemeentelijk kenm. 1646618-2022) aan nv Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij (BGHM) - de heer Erik Vandevoorde, strekkend tot het bouwen van 37 sociale en middelgrote appartementen, verdeeld over drie stedelijke villa's met GLV+4, gelegen François Vervloetstraat, links van nr. 152 te Ukkel; Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen een ongunstig advies over het project geformuleerd had in zitting van 25/10/2022;

Overwegende dat het college in zitting van 20/06/2023 de indiening van een administratief beroep voor de regering bekrachtigd heeft;

Overwegende dat de vergunningsaanvraag behandeld werd volgens de versnelde procedure beoogd in artikel 197/1 en volgende van het BWRO met betrekking tot de werken voor de bouw van sociale woningen;

Overwegende dat de aanvraag behandeld werd volgens de digitale procedure Mypermit;

Overwegende dat de beslissing van de gemachtigde ambtenaar genomen werd op 5 mei 2023 (erratum op 10 mei 2023) zonder dat deze beslissing aan de gemeente betekend werd, noch per aangetekende brief, noch via e-mail, noch via een kennisgeving op het platform Nova;

Overwegende dat de vergunningsaanvrager via een mail van 2 juni 2023 naar info.stedenbouw@ukkel.brussels de dienst Stedenbouw geïnformeerd heeft over de aanplakking van de beslissing van de stedenbouwkundige vergunning;

Dat artikel 197/15 §1 van het BWRO luidt: "In afwijking van artikel 188/1 kan een beroep ingediend worden bij de Regering:

- door de aanvrager als de beslissingstermijn die op grond van artikel 197/13 aan de gemachtigde ambtenaar wordt toegekend, is overschreden zonder dat een beslissing werd genomen. De verzending van dit beroep is aan geen enkele termijn gebonden;

- door de aanvrager of, wanneer de gemeente niet de aanvrager is, door het college van burgemeesteren schepenen als de gemachtigde ambtenaar een beslissing heeft genomen. Het beroep moet binnen vijftien dagen na ontvangst van deze beslissing verzonden worden";

Overwegende dat het beroep bij de regering ingediend werd op 06/06/2023;

Dat er een hoorzitting plaatsvond op 20/07/2023;

Overwegende dat er geen beslissing genomen werd binnen de termijn van 45 dagen vanaf de indiening van het beroep;

Overwegende dat de vergunning bevestigd wordt in toepassing van artikel 197/15 van het BWRO, dat het volgende voorziet wat betreft de beroepen ingediend tegen vergunningen met betrekking tot sociale woningen:

"§4. De Regering deelt haar beslissing binnen de vijfenveertig dagen na ontvangst van het beroep mee aan de partijen. Zo niet:

-als het beroep gericht is tegen een beslissing van de gemachtigde ambtenaar, wordt deze beslissing automatisch bevestigd";

Overwegende dat de beslissing als bevestigd beschouwd kan worden op 31/07/2023;

Overwegende dat de vergunning geen rekening houdt met de vorige vergunningen en op dit vlak niet voldoende gemotiveerd is;

Overwegende dat de ambtenaar een duidelijke beoordelingsfout maakt van het bouwprofiel van de geplande gebouwen, de typologie en de inplanting ervan en van de parkings op het perceel;

Overwegende dat het wenselijk is beroep aan te tekenen bij de Raad van State;

Gelet op artikel 123, 8° en 270 van de Nieuwe Gemeentewet;

Beslist:

Kennis te nemen van de automatische bevestiging van de stedenbouwkundige vergunning afgeleverd door de gemachtigde ambtenaar op 10/05/2023 (erratum van de beslissing van 05/05/2023) kenm. 16/SOC/184720 (gemeentelijk kenm. 16-46618-2022) aan nv Brusselse Gewestelijke

Huisvestingsmaatschappij (BGHM) - de heer Erik Vandevoorde, strekkend tot het bouwen van 37 sociale en middelgrote appartementen, verdeeld over drie stedelijke villa's met GLV+4, gelegen François Vervloetstraat, links van nr. 152 te Ukkel;

Beroep aan te tekenen bij de Raad van State tegen deze stedenbouwkundige vergunning;

Het college de opdracht te geven een advocaat aan te stellen om het beroep bij de Raad van State aan te tekenen tegen de voornoemde stedenbouwkundige vergunning;

De Juridische dienst van de stedenbouw te belasten met de opvolging van deze zaak.

---

## Rénovation urbaine - Stadsvernieuwing

### 7 **Rénovation Urbaine - Convention relative à la délégation de maîtrise d'ouvrage de l'étude d'avant-projet concernant la construction d'un équipement culturel « Bibliothèque du Merlo » et d'un équipement de cohésion sociale « Atelier-Vélo » au sein du secteur Merlo de la zone de revitalisation urbaine 2020 dans le cadre du programme de la Politique de la Ville 2021-2025.**

Le Conseil,

Vu l'Ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016, spécialement l'article 60 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'ordonnance organique de revitalisation urbaine et adoptant la « zone de revitalisation urbaine », dite « ZRU 2016 », du 10 novembre 2016 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la Politique de la Ville du 19 janvier 2017, spécialement l'article 23 ;

Vu la délibération du Collège 38038 du 24 novembre 2020 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale octroyant une subvention de 577.806,81 € à la Commune d'Uccle dans le cadre du programme pluriannuel 2021-2025 « Politique de la Ville par le développement des quartiers », du 25 février 2021 ;

Vu la convention entre la Commune d'Uccle et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 mars 2021 octroyant une subvention à la Commune d'Uccle pour son programme dans le cadre de la Politique de la Ville 2021-2025 : bibliothèque du Merlo et atelier vélo;

Vu la délibération du Collège du 24 novembre 2020 (dossier 38038/0047) ;

Vu le marché de service de BinHôme s.c. désignant le bureau d'étude CLN architects, portant sur l'étude de faisabilité du développement du site du Merlo, propriété de BinHôme, en ce compris l'étude de faisabilité de l'implantation et de l'étude fonctionnelle et financière du projet de la Bibliothèque du Merlo et de l'Atelier-Vélo ;

Considérant la signature de deux conventions de délégation de maîtrise d'ouvrage entre BinHôme et la Commune d'Uccle dont l'objet concernait les deux phases d'études de faisabilité concernant la construction d'un équipement culturel « Bibliothèque du Merlo » et d'un équipement de cohésion sociale « Atelier-Vélo » au sein du secteur Merlo de la zone de revitalisation urbaine 2020 dans le cadre du programme de la Politique de la Ville 2021-2025 » signée par les parties respectivement le 29.09.2021 et le 24 mars 2022 ;

Considérant que le marché de service de BinHôme prévoit une étude d'avant-projet;

Considérant le rapport d'études du bureau CLN Architects du 27 juin 2022 dans le cadre de la deuxième étude de faisabilité; que ce rapport répondait favorablement aux objectifs attendus et qu'en conclusion la faisabilité, à ce stade de l'étude, était favorable à la mise en place du projet; Considérant la décision du Collège du 19 juillet 2022 d'approuver ce rapport;

Décide :

De marquer son accord sur la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour la phase d'avant-projet

---

**Stadsvernieuwing – Overeenkomst met betrekking tot de overdracht van het bouwheerschap van de studie van het voorontwerp voor de bouw van een culturele voorziening "Bibliotheek Merlo" en van een voorziening voor sociale samenhang "Fietswerkplaats" binnen de sector Merlo van de Zone voor Stedelijke Herwaardering 2020 in het kader van het programma Stadsbeleid 2021-2025.**

De raad,

Gelet op de organieke ordonnantie betreffende de stedelijke herwaardering van 6 oktober 2016, in het bijzonder artikel 60;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot uitvoering van de organieke ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering en tot aanneming van het "stedelijk herwaarderingsgebied", afgekort tot "SHG 2016", van 10 november 2016;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering inzake het Stadsbeleid van 19 januari 2017, in het bijzonder artikel 23;

Gelet op de beraadslaging van het college 38038 van 24 november 2020;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van een subsidie van € 577.806,81 aan de gemeente Ukkel in het kader van het meerjarenprogramma 2021-2025

"Stadsbeleid door wijkontwikkeling" van 25 februari 2021;

Gelet op de overeenkomst tussen de gemeente Ukkel en de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30 maart 2021 tot toekenning van een subsidie aan de gemeente Ukkel voor haar programma in het kader van het Stadsbeleid 2021-2025: bibliotheek Merlo en fietswerkplaats;

Gelet op de beraadslaging van het college van 24 november 2020 (dossier 38038/0047);

Gelet op de dienstopdracht van cv BinHôme tot aanstelling van studie bureau CLN Architects met betrekking tot de haalbaarheidsstudie van de ontwikkeling van het terrein van Merlo, eigendom van BinHôme, inclusief de haalbaarheidsstudie van de implanting en de functionele en financiële studie van het project van bibliotheek Merlo en de fietswerkplaats;

Gelet op de ondertekening van twee overeenkomsten van overdracht van het bouwheerschap tussen BinHôme en de gemeente Ukkel, waarvan het voorwerp betrekking had op de twee fases van de haalbaarheidsstudie voor de bouw van een culturele voorziening "Bibliotheek Merlo" en van een voorziening voor sociale samenhang "Fietswerkplaats" binnen de sector Merlo van de Zone voor Stedelijke Herwaardering 2020 in het kader van het programma Stadsbeleid 2021-2025, ondertekend door de partijen op respectievelijk 29 september 2021 en 24 maart 2022;

Overwegende dat de dienstopdracht van BinHôme een studie van het voorontwerp voorziet;

Overwegende het studieverlag van het bureau CLN Architects van 27 juni 2022 in het kader van de tweede haalbaarheidsstudie; dat dit verslag gunstig beantwoordde aan de verwachte doelstellingen en dat de haalbaarheid in dit stadium van de studie kortom gunstig was voor de uitvoering van het project;

Overwegende de beslissing van het college van 19 juli 2022 tot goedkeuring van dit verslag; Beslist:

Zijn goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst van overdracht van het bouwheerschap voor de fase van het voorontwerp.

---

8 **Rénovation Urbaine - Convention relative à la délégation de maîtrise d'ouvrage de l'étude de faisabilité n°1 concernant la construction d'un équipement culturel « Bibliothèque du Merlo » et d'un équipement de cohésion sociale « Atelier-Vélo » au sein du secteur Merlo de la zone de revitalisation urbaine 2020 dans le cadre du programme de la Politique de la Ville 2021-2025 --- Avenant**

Le Conseil,

Vu la convention relative à la délégation de maîtrise d'ouvrage de l'étude de faisabilité n°1 concernant la construction d'un équipement culturel « Bibliothèque du Merlo » et d'un équipement de cohésion sociale « Atelier-Vélo » au sein du secteur Merlo de la zone de revitalisation urbaine 2020 dans le cadre du programme de la Politique de la Ville 2021-2025 validée par le Conseil communal du 9 septembre 2021 et signée par les parties le 29 septembre 2021

Vu l'article 5.2 de la convention, « Frais d'études », mentionnant un montant forfaitaire de 10.973,45 euros htva ;

Vu le marché de service de BinHôme s.c. désignant le bureau d'étude CLN architects, portant sur l'étude de faisabilité du développement du site du Merlo, propriété de BinHôme, en ce compris l'étude de faisabilité de l'implantation et de l'étude fonctionnelle et financière du projet de la Bibliothèque du Merlo et de l'Atelier-Vélo ;

Considérant que le montant mentionné dans la convention ne tient pas compte de la révision du montant des honoraires sur base du montant estimé des travaux repris au rapport final du bureau d'études ;

Considérant que dès lors le montant ne peut être forfaitaire ; Décide

:

De marquer son accord sur l'avenant à la convention de base.

---

**Stadsvernieuwing – Overeenkomst met betrekking tot de overdracht van het bouwheerschap van de haalbaarheidsstudie nr1 voor de bouw van een culturele voorziening "Bibliotheek Merlo" en van een voorziening voor sociale samenhang "Fietswerkplaats" binnen de sector**

## **Merlo van de Zone voor Stedelijke Herwaardering 2020 in het kader van het programma Stadsbeleid 2021-2025 ---- Bijvoegsel**

De raad,

Gelet op de overeenkomst met betrekking tot de overdracht van het bouwheerschap van de haalbaarheidsstudie voor de bouw van een culturele voorziening "Bibliotheek Merlo" en van een voorziening voor sociale samenhang "Fietswerkplaats" binnen de sector Merlo van de Zone voor Stedelijke Herwaardering 2020 in het kader van het programma Stadsbeleid 2021-2025, bekrachtigd door de gemeenteraad van 9 september 2021 en ondertekend door de partijen op 29 september 2021; Gelet op artikel 5.2 van de overeenkomst, "Studiekosten", dat een forfaitair bedrag van € 10.973,45 excl. btw vermeldt;

Gelet op de dienstopdracht van cv BinHôme tot aanstelling van studiebureau CLN Architects met betrekking tot de haalbaarheidsstudie van de ontwikkeling van het terrein van Merlo, eigendom van BinHôme, inclusief de haalbaarheidsstudie van de inplanting en de functionele en financiële studie van het project van bibliotheek Merlo en de fietswerkplaats;

Overwegende dat het bedrag dat vermeld staat in de overeenkomst geen rekening houdt met de herziening van het bedrag van de erelonen op basis van het geraamd bedrag van de werken in het eindverslag van het studiebureau;

Overwegende dat het bedrag bijgevolg niet forfaitair kan zijn; Beslist:

Zijn goedkeuring te verlenen aan het bijvoegsel bij de basisovereenkomst.

---

### **9 Convention relative à la délégation de maîtrise d'ouvrage de l'étude de faisabilité – phase 2 concernant la construction d'un équipement culturel « Bibliothèque du Merlo » et d'un équipement de cohésion sociale « Atelier-Vélo » au sein du secteur Merlo de la zone de revitalisation urbaine 2020 dans le cadre du programme de la Politique de la Ville 2021-2025 --- - Avenant**

Le Conseil,

Vu la convention relative à la délégation de maîtrise d'ouvrage de l'étude de faisabilité n°2 concernant la construction d'un équipement culturel « Bibliothèque du Merlo » et d'un équipement de cohésion sociale « Atelier-Vélo » au sein du secteur Merlo de la zone de revitalisation urbaine 2020 dans le cadre du programme de la Politique de la Ville 2021-2025 validée par le Conseil communal du 24 mars 2022 et signée par les parties le 19 avril 2022 ;

Vu l'article 5.2 de la convention, « Frais d'études », mentionnant un montant forfaitaire de 10.973,45 euros htva ;

Vu le marché de service de BinHôme s.c. désignant le bureau d'étude CLN architects, portant sur l'étude de faisabilité du développement du site du Merlo, propriété de BinHôme, en ce compris l'étude de faisabilité de l'implantation et de l'étude fonctionnelle et financière du projet de la Bibliothèque du Merlo et de l'Atelier-Vélo ;

Considérant que le montant mentionné dans la convention ne tient pas compte de la révision du montant des honoraires sur base du montant estimé des travaux repris au rapport final du bureau d'études ;

Considérant que dès lors le montant ne peut être forfaitaire ; Décide

:

De marquer son accord sur l'avenant à la convention de base.

---

### **Stadsvernieuwing – Overeenkomst met betrekking tot de overdracht van het bouwheerschap van haalbaarheidsstudie nr. 2 voor de bouw van een culturele voorziening "Bibliotheek Merlo"**

## **en van een voorziening voor sociale samenhang "Fietswerkplaats" binnen de sector Merlo van de Zone voor Stedelijke Herwaardering 2020 in het kader van het programma Stadsbeleid 2021-2025 ---- Bijvoegsel**

De raad,

Gelet op de overeenkomst met betrekking tot de overdracht van het bouwheerschap van haalbaarheidsstudie 2 voor de bouw van een culturele voorziening "Bibliotheek Merlo" en van een voorziening voor sociale samenhang "Fietswerkplaats" binnen de sector Merlo van de Zone voor Stedelijke Herwaardering 2020 in het kader van het programma Stadsbeleid 2021-2025, bekrachtigd door de gemeenteraad van 24 maart 2022 en ondertekend door de partijen op 19 april 2022;

Gelet op artikel 5.2 van de overeenkomst, "Studiekosten", dat een forfaitair bedrag van € 10.973,45 excl. btw vermeldt;

Gelet op de dienstopdracht van cv BinHôme tot aanstelling van studiebureau CLN Architects met betrekking tot de haalbaarheidsstudie van de ontwikkeling van het terrein van Merlo, eigendom van BinHôme, inclusief de haalbaarheidsstudie van de inplanting en de functionele en financiële studie van het project van bibliotheek Merlo en de fietswerkplaats;

Overwegende dat het bedrag dat vermeld staat in de overeenkomst geen rekening houdt met de herziening van het bedrag van de erelonen op basis van het geraamd bedrag van de werken in het eindverslag van het studiebureau;

Overwegende dat het bedrag bijgevolg niet forfaitair kan zijn; Beslist:

Zijn goedkeuring te verlenen aan het bijvoegsel bij de basisovereenkomst.

---

### **Propriétés communales - Gemeente-eigendommen**

#### **10 Propriétés communales/Participation citoyenne.- Budget participatif 2020 : réalisation d'un skateparc.- Lieu d'implantation : terrain appartenant au CPAS d'Uccle, rue Egide Van Ophem, 3-5.- Approbation de la convention d'occupation précaire.**

Le Conseil,

Vu la délibération n° 016/18.07.2023/B/0066 par laquelle le Collège des Bourgmestre et Echevins a marqué son accord sur l'introduction d'une demande de subside pour le projet d'installation d'un skateparc et d'un parcours de street workout, rue Egide Van Ophem, pour la somme de 90.000 €, dans le cadre de l'appel à projet pour les infrastructures sportives communales de proximité et des équipements sportifs de proximité, pour 2023;

Vu la délibération n° 016/25.07.2023/B/0093 par laquelle le Collège des Bourgmestre et Echevins a marqué un accord de principe pour conclure, avec le CPAS d'Uccle, une convention d'occupation à titre gratuit portant sur le terrain, propriété de ce dernier, situé rue Egide Van Ophem, 3-5 et attenant au « Home Brugmann » appartenant également au CPAS d'Uccle;

Considérant que, dans le cadre du budget participatif 2020, lancé par la commune d'Uccle (Service de la Participation citoyenne), un appel à projets a été relayé auprès de l'ensemble des citoyens de la commune afin que les citoyens aient un rôle exclusif en termes de proposition de projets;

Que, dans le cadre de cette édition, des jeunes adolescents et adolescentes ont soumis à la commune une proposition de projet portant sur la création d'un skate-park dans la commune;

Que ce projet a été fusionné avec une seconde proposition portée par un groupe d'habitants portant sur la création d'un parcours de skate par et de street-workout dans le quartier de la gare de Calevoet; Qu'à

la suite de l'appel à projets, la faisabilité des projets a été étudiée par les services communaux avant que les projets retenus soient soumis au vote de la population;

Que la proposition du skateparc et de la mise à disposition de modules de street-workout, a connu un grand succès et a obtenu 469 votes, plaçant le projet comme second lauréat de cette édition du budget participatif 2020;

Que ce projet a donc retenu toute l'attention des citoyens et de la Commune;

Qu'après avoir fait part de leurs craintes et du risque qu'ils encourraient à pratiquer leur discipline au milieu de la circulation, nous avons pour objectif de pouvoir leur offrir cet espace, afin qu'ils puissent pratiquer leur sport dans un lieu sûr et en toute sécurité;

Que diverses implantations ont été à l'étude et que la toute nouvelle disponibilité de la localisation projetée sur un terrain du CPAS d'Uccle, permet à la commune de concrétiser ce projet;

Qu'à l'heure actuelle, la Commune d'Uccle ne bénéficie d'aucune infrastructure adaptée à cette pratique;

Que, de ce fait, le Service de la Participation citoyenne prévoit la construction d'un skate-park équipé de différents modules et d'autres éléments adaptés aux pratiques du skateboard;

Que cet espace offrira aux jeunes skateurs de tous niveaux un lieu où ils pourront s'entraîner, améliorer leurs compétences et interagir avec d'autres passionnés de skateboard;

Que les porteurs de projets ont également manifesté leur envie d'avoir un espace dédié au streetworkout, une forme d'entraînement physique en plein air qui utilise le poids du corps pour effectuer divers exercices de force, d'endurance et de flexibilité ;

Que cet espace sera équipé de barres de traction, de barres parallèles et d'autres équipements adaptés à cette pratique;

Que le choix définit des modules sera fait en concertation avec les utilisateurs et porteurs du projet (leur avis a déjà été pris sur les options à envisager);

Qu'au-delà de la pratique sportive, ces aménagements doivent être imaginés comme un véritable espace public de vie avec ses équipements connexes : bancs, clôture, poubelles, signalétique;

Que l'objectif est de créer un espace sûr, inclusif et attrayant pour les sportifs de tous niveaux, répondant aux besoins de la communauté locale ainsi qu'encourager la pratique d'activités physiques en plein air et la socialisation entre les jeunes.

Considérant que terrain prévu pour ce projet se situe rue Egide Van Ophem, entre deux zones de revitalisation urbaine;

Que, pour y accéder, les usagers du skateparc emprunteront une des deux ZRU, étant donné que le terrain se situe en extrême proximité des deux zones;

Considérant que le Service de la Participation citoyenne est en charge de la mise en œuvre du skateparc, qui est l'un des lauréats du budget participatif 2020 qui a été proposé par des jeunes citoyens ucclois;

Que le Service de la Participation citoyenne collabore étroitement, dans ce dossier, avec le Service des Sports, le Service de la Voirie, le Service de la Jeunesse, le Service Vert, le Service Juridique, le Service des Propriétés communales et le Service de l'Urbanisme;

Qu'il est proposé d'installer ce skateparc ainsi qu'un espace de street-workout dans le quartier de Calevoet, rue Egide Van Ophem, sur un terrain appartenant au CPAS;

Considérant que, par un courrier daté du 3 mai 2023, le CPAS nous a fait savoir qu'il avait marqué son accord sur le fait que les droits et obligations résultant de la convention d'occupation du dit terrain, conclue entre le CPAS et l'ASBL Sint-Vincentius, en 2017, soient cédés en l'état à la Commune d'Uccle, en ce compris le paiement d'une redevance trimestrielle d'un montant de 900 €; Que le CPAS a envoyé un courrier de rappel, en date du 14 juillet 2023, dans lequel il est notamment demandé que la Commune prenne officiellement position dans ce dossier;

Considérant qu'en l'espèce, il est préconisé qu'une nouvelle convention d'occupation soit signée avec le CPAS et que la Commune ne reprenne en aucun cas les droits et obligations de la convention d'occupation signée entre le CPAS et l'ASBL Sint-Vincentius;

Que l'occupation devra être octroyée à titre gratuit;



Considérant que le Service Juridique a préparé un projet de convention d'occupation, qui a été communiqué au CPAS d'Uccle, ainsi que la position du Collège des Bourgmestre et Echevins adoptée en séance du 25 juillet 2023, au moyen d'un courrier daté du 8 août 2023;

Considérant que le Conseil de l'Action sociale d'Uccle, en sa séance du 30 août 2023, a approuvé les conditions et le projet de convention proposé par les autorités communales, décision communiquée par un courrier du Centre daté du 15 septembre 2023; Que les principales conditions sont :

- caractère précaire et révocable;
- gratuité de l'occupation;
- durée indéterminée, avec faculté de résiliation anticipée;
- entretien par et aux frais de l'occupant;
- remise du terrain dans son état initial, à défaut, l'occupant supportera les frais nécessaires à sa remise en état, ce sauf accord mutuel des parties, aux termes duquel le CPAS accepterait de reprendre son terrain dans l'état où il se trouve à l'expiration de la convention, y compris la dalle en béton coulée en vue de l'installation du skatepark et des appareils de street-workout; Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et échevins, Décide :
- de marquer son accord pour occuper gratuitement, à titre précaire et révocable, pour cause d'utilité publique, une partie de la parcelle de terrain appartenant au CPAS d'Uccle, cadastrée 6ème division, section G, numéro 162/g/8, et située rue Egide Van Ophem, 3-5, pour une superficie approximative de 4 ares 50 centiares (450 m<sup>2</sup>);
- d'approuver le projet de convention d'occupation précaire.

---

**Gemeente-eigendommen/Burgerinspraak.- Participatief budget 2020 : aanleg van een skatepark.- Locatie : terrein van het OCMW van Ukkel, Egide Van Ophemstraat 3-5. Goedkeuring van de preciaire bezettingsovereenkomst.**

De Raad,

Gelet op beraadslaging nr. 016/18.07.2023/B/0066 waarbij het college van burgemeester en schepenen zijn goedkeuring heeft verleend aan de indiening van een subsidieaanvraag voor de aanleg van een skatepark en een street workout parcours (Egide Van Ophemstraat) voor een bedrag van € 90.000 , in het kader van de projectoproep voor lokale gemeentelijke sportinfrastructuur en lokale sportvoorzieningen, voor 2023;

Gelet op beraadslaging nr. 016/25.07.2023/B/0093 waarbij het college van burgemeester en schepenen zijn principeakkoord heeft gegeven aan de afsluiting van een gratis bezettingsovereenkomst met het OCMW van Ukkel voor het terrein dat eigendom is van het OCMW van Ukkel, gelegen aan de Egide Van Ophemstraat 3-5 en grenzend aan "Home Brugmann", eveneens eigendom van het OCMW van Ukkel;

Overwegende dat in het kader van het participatief budget 2020, gelanceerd door de gemeente Ukkel (Dienst Burgerinspraak), een projectoproep werd gelanceerd voor alle burgers van de gemeente, zodat de burgers een exclusieve rol zouden krijgen in het voorstellen van projecten;

Overwegende dat tieners in het kader van dit initiatief bij de gemeente een projectvoorstel hebben ingediend voor de aanleg van een skatepark in de gemeente;

Overwegende dat dit project werd samengevoegd met een tweede voorstel van een groep buurtbewoners voor de aanleg van een skatepark en een street workout parcours in de wijk van het station Kalevoet;

Overwegende dat de haalbaarheid van de projecten na de oproep tot het indienen van projecten door de gemeentediensten werd bestudeerd alvorens de geselecteerde projecten ter stemming aan het publiek voor te leggen;

Overwegende dat het voorstel voor een skatepark en de terbeschikkingstelling van street workout modules een groot succes was en 469 stemmen kreeg, waardoor het project als tweede winnaar uit de bus kwam van deze editie van het participatief budget 2020;

Overwegende dat dit project aldus de volle aandacht van het publiek en de gemeente heeft getrokken; Overwegende, als antwoord op hun angsten en het risico dat ze zouden lopen om hun sport midden in het verkeer te beoefenen, dat ons doel is om hen deze ruimte te kunnen bieden zodat ze hun sport op een veilige plek kunnen beoefenen;

Overwegende dat er verschillende locaties werden bestudeerd en dat de nieuwe beschikbaarheid van de geplande locatie op een OCMW-terrein in Ukkel betekent dat de gemeente dit project kan realiseren; Overwegende dat de gemeente Ukkel momenteel niet beschikt over een infrastructuur die aangepast is aan deze sport;

Overwegende dat de dienst Burgerinspraak bijgevolg van plan is een skatepark aan te leggen dat uitgerust is met verschillende modules en andere elementen die aangepast zijn aan het skateboarden; Overwegende dat deze ruimte jonge skateboarders van alle niveaus een plek zal bieden waar ze kunnen trainen, hun vaardigheden kunnen verbeteren en in contact kunnen komen met andere skateboardliefhebbers;

Overwegende dat de initiatiefnemers van het project ook de wens hebben geuit om een ruimte te hebben die gewijd is aan street workout, een vorm van fysieke training in de buitenlucht waarbij het lichaamsgewicht wordt gebruikt om verschillende kracht-, uithoudings- en flexibiliteitsoefeningen uit te voeren;

Overwegende dat deze ruimte zal worden uitgerust met optrekstangen, parallelle stangen en andere apparatuur die is aangepast aan deze sport;

Overwegende dat de keuze van de modules zal worden gemaakt in overleg met de gebruikers en initiatiefnemers van het project (hun mening is al gevraagd over de opties die in overweging worden genomen);

Overwegende dat deze voorzieningen, naast sportactiviteiten, moeten worden ontworpen als een echte openbare ruimte met alle bijbehorende voorzieningen: banken, omheiningen, vuilnisbakken, bewegwijzering ...;

Overwegende dat het de bedoeling is om een veilige, inclusieve en aantrekkelijke ruimte te creëren voor sporters van alle niveaus, die voldoet aan de behoeften van de lokale gemeenschap en die het beoefenen van fysieke activiteiten in de buitenlucht en socialisatie tussen jongeren aanmoedigt; Overwegende dat het terrein dat gepland is voor dit project gelegen is in de Egide Van Ophemstraat, tussen twee zones voor stedelijke herwaardering;

Overwegende dat de gebruikers van het skatepark zullen gebruik moeten maken van een van de twee ZSH's om er toegang toe te krijgen, aangezien het terrein zeer dicht bij beide zones ligt.

Overwegende dat de dienst Burgerinspraak belast is met de uitvoering van het skatepark, dat één van de winnaars is van het participatief budget 2020, voorgesteld door jonge Ukkelse burgers;

Overwegende dat de dienst Burgerinspraak voor dit project nauw samenwerkt met de diensten Sport, Wegen, Jeugd, Gemeente-eigendommen, Stedenbouw, de Groendienst en de juridische dienst; Overwegende dat wordt voorgesteld om dit skatepark en het street workout parcours te installeren in de wijk Kalevoet (Egide Van Ophemstraat) op een terrein dat toebehoort aan het OCMW;

Overwegende dat het OCMW ons bij brief van 3 mei 2023 heeft laten weten dat het ermee heeft ingestemd dat de rechten en plichten die voortvloeien uit de bezettingsovereenkomst van dit terrein, in 2017 tussen het OCMW en vzw Sint-Vincentius gesloten, ongewijzigd worden overgedragen aan de gemeente Ukkel, met inbegrip van de betaling van een driemaandelijks vergoeding van € 900;

Overwegende dat het OCMW een herinneringsbrief heeft gestuurd, gedateerd 14 juli 2023, waarin aan de gemeente wordt gevraagd om een officieel standpunt in te nemen in dit dossier;

Overwegende dat het in dit geval aanbevolen is om een nieuwe bezettingsovereenkomst met het OCMW af te sluiten en dat de gemeente in geen geval de rechten en plichten van de bezettingsovereenkomst tussen het OCMW en vzw Sint-Vincentius mag overnemen;

Overwegende dat de bezetting gratis moet zijn;

Overwegende dat de juridische dienst een ontwerp van bezettingsovereenkomst heeft opgesteld, dat per brief van 8 augustus 2023 aan het OCMW van Ukkel werd overgemaakt, evenals het standpunt van het college van burgemeester en schepenen dat in zitting van 25 juli 2023 werd aangenomen; Overwegende

dat de raad van de Sociale Actie van Ukkel in zitting van 30 augustus 2023 de voorwaarden en de door het gemeentebestuur voorgestelde ontwerpovereenkomst heeft goedgekeurd, een beslissing die per brief van het Centrum van 15 september 2023 werd overgemaakt; Gelet op de belangrijkste voorwaarden :

- precair en herroepbaar;
- gratis bezetting;
- onbepaalde duur, met mogelijkheid tot vroegtijdige beëindiging;
- onderhoud door en op kosten van de bezetter;
- teruggave van het terrein in zijn oorspronkelijke staat, bij gebreke waarvan de bezetter de kostendraagt die nodig zijn om het terrein te herstellen, tenzij de partijen dit onderling overeenkomen, waarbij het OCMW ermee instemt het terrein terug te nemen in de staat waarin het zich aan het einde van de overeenkomst bevindt, met inbegrip van de betonplaat die is gestort met het oog op de installatie van het skatepark en de toestellen voor street workout; Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen, Beslist :
- zijn goedkeuring te verlenen aan de gratis bezetting, op precaire en herroepbare basis, in het algemeen belang, van een deel van het terrein dat toebehoort aan het OCMW van Ukkel, gekadastraerd 6de afdeling, sectie G, nummer 162/g/8, en gelegen aan de Egide Van Ophemstraat 3-5, voor een oppervlakte van ongeveer 4 are 50 centiares (450 m<sup>2</sup>);
- het ontwerp van de precaire bezettingsovereenkomst goed te keuren.

---

**11 Propriétés communales – Cours de Promotion Sociale d’Uccle : nouvelle prolongation du bail en cours de la maison sise 108, avenue Winston Churchill, pour les cours de jour.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, spécialement l’article 232 ;

Vu la délibération n° 016/24.10.2019/A/0013 par laquelle le Conseil communal a décidé notamment la prise en location du bâtiment situé avenue Churchill, 108, pour les besoins des Cours de promotion sociale d’Uccle (cours de jour), contre le paiement d’un loyer de 4.990,00 € par mois, soumis à l’indexation, pour une durée de 2 ans, avec faculté de prolongation tacite pour des périodes de 3 mois successives, en cas d’urgence impérieuse, moyennant un avertissement au propriétaire 6 mois à l’avance ;

Vu la délibération n° 016/25.03.2021/A/0014 par laquelle le Conseil communal a décidé de prolonger une première fois le bail jusqu’au 31 décembre 2023 ;

Vu la délibération n° 016/08.09.2022/A/0019 par laquelle le Conseil communal a décidé de prolonger une seconde fois le bail, jusqu’au 31 décembre 2024 ;

Considérant qu’en date du 18 décembre 2019 un bail a été signé pour l’installation de l’école CPSU dans un bâtiment situé avenue Churchill, 108 à Uccle, en attendant le déménagement de l’école vers le bâtiment avant, rue Auguste Danse, 25 ;

Considérant que le Collège, en sa séance du 10 septembre 2019, a marqué son accord quant au choix d’installer les cours du CPSU dans une partie du bâtiment administratif situé rue Danse, 25, après la libération de lieux de ceux-ci en 2021 ;

Que le bâtiment 25, Danse, n’a été finalement libéré qu’au printemps 2022 ;

Que des travaux de réaménagement doivent être effectués dans l’immeuble Danse, 25, pour recevoir de manière correcte les étudiants ;

Que ces travaux devaient démarrer durant le printemps 2022 pour se terminer à l’été 2023, mais ne démarreront que durant le printemps 2024, pour se terminer à l’été 2026 ;

Considérant que le propriétaire a accepté une deuxième prolongation du bail, jusqu’au 31 décembre 2024, par la voie d’un avenant ;

Considérant le retard pris pour la mise en route du chantier, d'une part, et le besoin exprimé par le propriétaire de planifier ses investissements dans le bâtiment, sur une période suffisamment longue, d'autre part ;

Que le bailleur a accepté une troisième prolongation du terme du contrat en cours, jusqu'au 30 juin 2026, mais attend, en contrepartie, que la Commune d'Uccle s'engage, dès à présent, quant à une durée plus longue, ce qui implique l'adoption d'un nouvel avenant modifiant celle stipulée dans le second avenant, en vigueur ;

Considérant que le propriétaire, pour se prémunir d'un nouveau retard dans le planning communal, même de quelques semaines, a demandé à ce que le bail soit automatiquement prolongé jusqu'au 31 décembre 2026 ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

de marquer son accord quant à une nouvelle prolongation du terme du bail en cours, ayant pour objet la maison sise avenue Winston Churchill, 108, du 1<sup>er</sup> janvier 2025 jusqu'au 30 juin 2026, au moyen d'un avenant portant sur la durée ; d'approuver le projet de troisième d'avenant à signer avec le propriétaire ;

de charger le service des Propriétés communales de notifier la présente demande au propriétairebailleur, à l'aide d'un courrier recommandé, six mois avant l'échéance du terme contractuel.

---

### **Gemeente-eigendommen - Cours de Promotion Sociale d'Uccle: nieuwe verlenging van de lopende huurovereenkomst van het huis in de Winston Churchillaan 108 voor de daglessen.**

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid op artikel 232;

Gelet op beraadslaging nr. 016/24.10.2019/A/0013, waardoor de gemeenteraad meer bepaald beslist heeft het gebouw in de Winston Churchillaan 108 te huren voor de behoeften van de Cours de promotion sociale d'Uccle (daglessen), middels de betaling van een maandelijkse huur van € 4.990,00, gebonden aan de indexering, voor een duur van 2 jaar, met de mogelijkheid tot stilzwijgende verlenging voor opeenvolgende periodes van 3 maanden, in geval van hoogdringendheid, middels een kennisgeving aan de eigenaar 6 maanden op voorhand;

Gelet op beraadslaging nr. 016/25.03.2021/A/0014, waardoor de gemeenteraad beslist heeft om de huurovereenkomst een eerste keer te verlengen tot 31 december 2023;

Gelet op beraadslaging nr. 016/08.09.2022/A/0019, waardoor de gemeenteraad beslist heeft om de huurovereenkomst een tweede keer te verlengen tot 31 december 2024;

Overwegende dat er op 18 december 2019 een huurovereenkomst ondertekend werd voor de vestiging van school CPSU in een gebouw in de Winston Churchillaan 108 te Ukkel, in afwachting van de verhuizing van de school naar het gebouw in de Auguste Dansestraat 25 vooraan;

Overwegende dat het college in zitting van 10 september 2019 de keuze goedgekeurd heeft om de lessen van de CPSU te laten doorgaan in een deel van het administratief gebouw in de Auguste Dansestraat 25, na vrijgave van de lokalen ervan in 2021;

Dat het gebouw Danse 25 uiteindelijk pas in de lente van 2022 vrijgemaakt werd;

Dat er in het gebouw Danse 25 herinrichtingswerken verricht moeten worden om de studenten correct te ontvangen;

Dat deze werken moesten aanvangen in de lente van 2022 om te eindigen in de zomer van 2023, maar dat ze uiteindelijk pas in de lente van 2024 zullen aanvangen om te eindigen in de zomer van 2026;

Overwegende dat de eigenaar een tweede verlenging van de huurovereenkomst tot 31 december 2024 aanvaard heeft door middel van een bijvoegsel;

Overwegende de vertraging in de opstart van de werken enerzijds en de behoefte van de eigenaar om zijn investeringen in het gebouw over een voldoende lange periode te plannen anderzijds;  
Dat de verhuurder een derde verlenging van de looptijd van de huidige overeenkomst tot 30 juni 2026 aanvaard heeft, maar ter compensatie verwacht dat de gemeente Ukkel zich vanaf vandaag verbindt voor een langere duur, wat de aanneme vereist van een nieuw bijvoegsel dat de duur uit het geldende tweede bijvoegsel wijzigt;  
Overwegende dat de eigenaar, om zich te beschermen tegen een nieuwe vertraging in de gemeentelijke planning, zelfs van enkele weken, gevraagd heeft dat de huurovereenkomst automatisch verlengd wordt tot 31 december 2026;  
Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

Zijn goedkeuring te verlenen aan een nieuwe verlenging van de looptijd van de huidige huurovereenkomst met als voorwerp het huis gelegen Winston Churchillaan 108, van 1 januari 2025 tot 30 juni 2026, door middel van een bijvoegsel met betrekking tot de duur;  
Het ontwerp van derde bijvoegsel, te ondertekenen met de eigenaar, goed te keuren;  
De dienst Gemeente-eigendommen ermee te belasten de onderhavige vraag te betekenen aan de eigenaar-verhuurder, aan de hand van een aangetekende brief, zes maanden voor het verstrijken van de contractuele termijn.

---

## DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

### Egalité - Gelijkheid

#### 12 **Service Egalité des Chances et des Genres.- Conseil consultatif pour l'Egalité des Genres.Nouvelles Présidente, Vice-présidente et Secrétaire.- Intégration d'un nouveau membre, démissions de membres.**

*Le Conseil,*

*Vu qu'en séance du 9 février 2021, le Collège a marqué son accord sur la création d'un Conseil consultatif pour l'Egalité des Genres;*

*Attendu que durant la réunion du Conseil le 20 juin 2023, ces membres ont élu une Présidente, une Vice-présidente et une Secrétaire pour une période de 6 mois;*

*Que du 20 juin jusqu'au 31 décembre 2023, la Présidence sera assurée par Mme Jaimie Just, la Viceprésidence par Mme Chantal De Laveleye et le Secrétariat par Mme Lysiane Colin;*

*Vu qu'en date du 18 juillet 2023, M. Jean-Pierre Hermia a introduit une demande auprès du Conseil en vue de l'intégrer;*

*Attendu que M. Jean-Pierre Hermia est éligible pour intégrer le Conseil au regard de l'article 2 alinéa 5 du règlement du Conseil;*

*Vu qu'en séance du 10 octobre 2023, le Collège a pris acte de la démission de Mme Anita Biondo et de Mme Barbara Decupere, membres effectifs du Conseil, avec effet au 19 octobre 2023, Décide de :*

*- prendre acte de l'élection des nouvelles Présidente, Vice-présidente et Secrétaire;*

*- prendre acte de l'intégration d'un nouveau membre, M. Jean-Pierre Hermia au sein du Conseil;- prendre acte des démissions de Mmes Anita Biondo et de Barbara Decupere, membres effectifs du Conseil, avec effet au 19 octobre 2023.*

## **Dienst Gelijke Kansen en Gendergelijkheid - Adviesraad voor Gendergelijkheid - Nieuwe voorzitter, ondervoorzitter en secretaris - Integratie van een nieuw lid, ontslag van leden.**

*De Raad,*

*Aangezien het college in zitting van 9 februari 2021 de oprichting van een Adviesraad voor Gendergelijkheid heeft goedgekeurd;*

*Aangezien deze leden tijdens de vergadering van de raad van 20 juni 2023 een voorzitter, ondervoorzitter en secretaris hebben gekozen voor een periode van 6 maanden;*

*Aangezien mevr. Jaimie Just voorzitter zal zijn van 20 juni tot 31 december 2023, mevr. Chantal De Laveleye ondervoorzitter en mevr. Lysiane Colin secretaris;*

*Aangezien de h. Jean-Pierre Hermia op 18 juli 2023 bij de raad een verzoek heeft ingediend om erin opgenomen te worden;*

*Aangezien de h. Jean-Pierre Hermia in aanmerking komt om lid te worden van de raad overeenkomstig artikel 2 lid 5 van het reglement van de raad;*

*Aangezien het college in zitting van 10 oktober 2023 kennis heeft genomen van het ontslag van mevr. Anita Biondo en mevr. Barbara Decupere als werkende leden van de raad, met ingang op 19 oktober 2023,*

*Beslist kennis te nemen :*

- van de verkiezing van de nieuwe voorzitter, ondervoorzitter en secretaris;*
- van de integratie van een nieuw lid van de raad, de h. Jean-Pierre Hermia;*
- van het ontslag van werkende leden van de raad Anita Biondo en Barbara Decupere, met ingang op 19 oktober 2023.*

---

## **DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID**

### **Environnement - Milieu**

#### **13 Programme d'Actions Climat (PAC).- Approbation du volet territoire du PAC**

*Le Conseil,*

*Vu la Déclaration de Politique Générale, rappelant que « préparer l'avenir signifie construire une commune qui tienne compte du dérèglement climatique. L'on sait en effet que près de 60% des mesures pour lutter contre le dérèglement climatique et s'y adapter se trouvent entre les mains des communes » et priorisant le chantier de la participation citoyenne;*

*Vu l'adoption à l'unanimité par le Conseil Communal du 24 octobre 2019 de la motion « Urgence climatique et environnementale », visant à « tendre au maximum vers la neutralité carbone à l'horizon 2050 », et, pour atteindre cet objectif, la première étape de diminuer de 50 % ses émissions de gaz à effets de serre pour 2030;*

*Vu la décision du Conseil communal du 28 janvier 2021 d'approuver la convention entre Bruxelles Environnement et la Commune dans le cadre de l'appel à projet « Action Climat » de 2020 pour l'octroi d'un subside de 150.000 € pour l'élaboration d'un Programme d'Actions Climat (PAC) sur une période de 2 ans, de janvier 2021 à décembre 2022;*

*Vu la décision du Conseil communal du 29 novembre 2022 d'approuver l'avenant à cette convention pour prolonger la période du subside au 30 juin 2023;*

*Vu la décision du Conseil communal du 13 décembre 2022 d'approuver la convention entre Bruxelles Environnement et la Commune dans le cadre de l'appel à projet « Action Climat » de 2022 pour l'octroi*

*d'un subside de 130.000 € pour le renforcement de la mise en place du PAC, en lien avec la participation et la transversalité multi-acteur, sur une période de 2 ans;*

*Considérant que le PAC a pour objectif de proposer une série d'actions afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) directes (par exemple liées à la mobilité et le bâti) et indirectes (par exemple liées à l'alimentation et les déchets) engendrées par les activités, habitant(e)s et usager(ère)s sur le territoire d'une part (volet « territoire » du plan) et par les activités de l'ensemble des structures communales (volet « administration » du plan);*

*Considérant que le PAC a également pour objectif de proposer une série d'actions afin d'adapter le territoire aux conséquences inévitables des changements climatiques, telles que l'augmentation de la fréquence des épisodes d'inondation et de canicules ou encore l'intensification du phénomène d'îlot de chaleur urbain;*

*Vu qu'en séance du 13 juillet 2021, le Collège des Bourgmestre et Echevins a attribué la réalisation d'un bilan d'émissions des GES du territoire et de l'administration au bureau d'étude Factor-X, qui avait déjà réalisé un premier bilan en 2009;*

*Considérant que ce bilan d'émissions des GES a été présenté au Collège le 14 décembre 2021 et au Conseil lors de la commission du 22 septembre 2022;*

*Considérant que le Règlement de l'Assemblée citoyenne pour le Climat (ACC), approuvé par le Conseil communal du 30 septembre 2021, prévoit que celle-ci a pour objectif de définir des mesures structurantes pour parvenir, dans un esprit de justice sociale, à réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 50 % d'ici 2030 par rapport à 2007 ainsi que des mesures d'adaptation aux conséquences des changements climatiques sur le territoire d'Uccle;*

*Considérant que ce même règlement prévoit également que, pour mener à bien cette mission, l'ACC proposera un maximum de 15 actions permettant de diminuer l'empreinte carbone de la commune, que sur proposition du Collège, le Conseil communal déterminera les actions choisies (au minimum la moitié) pour être mise en œuvre, que le choix de projet fera l'objet d'une communication argumentée;*

*Considérant qu'à cette fin l'Assemblée citoyenne pour le Climat (ACC), encadrée par le bureau d'études Factor-X, s'est réunie 8 fois, réunions auxquelles il faut ajouter des intersessions, des lectures et un travail de recherche entre chacune d'elles, que ces moments mis bout à bout représentent au total une cinquantaine d'heures de travail par personne;*

*Considérant le travail fourni par l'ACC, constitué de 13 fiches-actions visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre du territoire et à adapter le territoire aux conséquences des changements climatiques, présenté au Collège le 13 juillet 2022 et au Conseil lors de la commission du 22 septembre 2022;*

*Considérant que ce travail a été soumis à l'analyse des départements, services et échevinats concernés;*

*Considérant que les fiches-actions ont été adaptées par le service de l'Environnement, toujours en concertation avec les services concernés, sur base des remarques et propositions de modification émanant de cette analyse, notamment en termes de faisabilité et d'ambition;*

*Considérant également que les deux fiches-actions proposées par l'ACC touchant aux aspects financiers, dont la thématique est incontournable, ont été profondément remaniées afin d'être en adéquation avec les missions de la Commune et les moyens à sa disposition pour aboutir à la création d'une nouvelle fiche-action;*

*Considérant qu'au final, un consensus a été trouvé afin de s'assurer de la faisabilité et de l'ambition des propositions de l'ACC;*

*Vu la décision du Collège le 28 mars 2023 de valider les 10 fiches-actions proposées par l'ACC et leurs annexes en vue de les intégrer dans le PAC, dont 9 fiches-actions concernant le volet « territoire » du PAC :*

*AD2 : Créer un réseau d'îlots de fraîcheur avec priorité aux quartiers vulnérables*

*AD3 : Perméabiliser et renaturer les sols artificialisés avec priorité aux cours d'école*

*AE1 : Faciliter l'accès des consommateurs aux produits et services durables*

*AE2 : Faciliter la transition économique des entreprises uccloises*

*EB1 : Réduire les émissions de gaz à effet de serre du bâti*

*MT1 : Augmenter les déplacements à pied, à vélo et les autres alternatives à la voiture individuelle*

*MT2 : Soutenir les entreprises dans la décarbonation de leur logistique*

*PF1 : Mettre en place une stratégie visant à réduire l'empreinte carbone liée à la finance*

*SN1 : Déployer la sobriété numérique sur l'ensemble du territoire;*

*Considérant qu'une séance de restitution aux membres de l'ACC a été organisée le 30 mai 2023 afin de présenter ces 9 fiches-actions adaptées et que le résultat a été accueilli positivement moyennant une série de remarques reprises en annexes;*

*Considérant que ces 9 fiches-actions concernant le volet « territoire » ne couvrent pas l'ensemble des thématiques à intégrer dans le PAC permettant d'avoir un PAC ambitieux en termes de réduction de gaz à effet de serre et d'adaptation et que, par conséquent, 5 fiches-actions complémentaires ont été élaborées par le service de l'Environnement en collaboration avec les services, chef(fe)s de département et échevinats concernés ainsi que le bureau d'étude ;*

*Vu la décision du Collège le 29 août 2023 de valider 5 fiches-actions complémentaires pour le volet « territoire » et leurs annexes en vue de les intégrer dans le PAC :*

*ADI : Lutter contre les inondations*

*AG1 : Développer et soutenir la production alimentaire durable en milieu urbain et en périphérie EB2 : Développer les énergies renouvelables et le partage d'énergie, en adoptant la sobriété énergétique*

*SE1 : Sensibiliser les Ucclois(es) aux enjeux climatiques et environnementaux*

*ZD1 : Réduire et valoriser localement les déchets ressources du territoire;*

*Considérant qu'il est proposé à l'Assemblée de valider le volet « territoire » du PAC, constitué de ces 14 fiches-actions et leurs annexes;*

*Considérant que l'ensemble de ces fiches ont fait l'objet de consultation des départements et services concernés et que le Comité de Direction a remis un avis favorable sur ces fiches;*

*Considérant que toute action en cours ou planifiée et toute dynamique actuelle valorisable ont été intégrées dans les fiches;*

*Considérant qu'une consultation citoyenne pour récolter des propositions de mesures pour le PAC a été lancée via la plateforme « Mon Opinion » et qu'une urne a été placée dans le Centre Administratif ainsi qu'à l'occasion de la Journée sans voiture 2022 et que la majorité de ces propositions rejoignaient celles proposées dans les fiches de l'ACC;*

*Considérant les annexes suivantes du volet « territoire » du PAC :*

*Annexe 1 : Cartographie des vulnérabilités de la commune d'Uccle aux changements climatiques (ULB)*

*Annexe 2 : Cartographie des îlots de fraîcheur existants et potentiels sur le territoire (ULB)*

*Annexe 3 : Commentaires de l'ACC suite à la séance de présentation de leurs propositions adaptées du 30 mai 2023;*

*Considérant que les fiches-actions du volet « administration » sont en cours d'écriture par le service de l'Environnement en collaboration avec les services concernés, en se basant sur les ateliers avec les agent(e)s communaux et que celles-ci seront soumises à l'Assemblée pour approbation ultérieurement;*

*Décide :*

*D'approuver le volet « territoire » du Programme d'Actions Climat et ses annexes.*

---

## **Klimaatactieprogramma (KAP).- Goedkeuring van het luik "grondgebied" van het KAP**

*De raad,*

*Gelet op de algemene beleidsverklaring, die vermeldt: "De toekomst voorbereiden houdt in dat een gemeente rekening moet houden met de klimaatwijziging. Bijna 60 % van de maatregelen om de klimaatwijziging een halt toe te roepen en zich aan te passen liggen namelijk op gemeentelijk niveau" en prioriteit geeft aan de burgerinspraak;*

*Gelet op de eenparige goedkeuring door de gemeenteraad van 24 oktober 2019 van de motie "Klimaat- en milieunoodtoestand", die ertoe strekt "tegen 2050 zo veel mogelijk koolstofneutraal te zijn", en aangezien de eerste stap om deze doelstelling te bereiken erin bestaat om tegen 2030 de uitstoot van broeikasgassen met 50 % te doen dalen;*



*Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 28 januari 2021 tot goedkeuring van de overeenkomst tussen Leefmilieu Brussel en de gemeente in het kader van de projectoproep "Klimaatactie" van 2020 voor de toekenning van een subsidie van € 150.000 voor de opmaak van een Klimaatactieprogramma (KAP) over een periode van 2 jaar, van januari 2021 tot december 2022; Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 29 november 2022 tot goedkeuring van het*

*bijvoegsel bij deze overeenkomst om de subsidieperiode te verlengen tot 30 juni 2023;*

*Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 13 december 2022 tot goedkeuring van de overeenkomst tussen Leefmilieu Brussel en de gemeente in het kader van de projectoproep "Klimaatactie" van 2022 voor de toekenning van een subsidie van € 130.000 voor de versterking van de invoering van het KAP, in samenhang met de inspraak en de transversaliteit van verschillende spelers, over een periode van 2 jaar;*

*Overwegende dat het KAP als doel heeft om een reeks acties voor te stellen om de directe (bijvoorbeeld met betrekking tot mobiliteit en gebouwen) en indirecte (bijvoorbeeld met betrekking tot voeding en afval) uitstoot van broeikasgassen veroorzaakt door de activiteiten, inwoners en gebruikers van het grondgebied (luik "grondgebied" van het plan) enerzijds en door de activiteiten van alle gemeentelijke structuren (luik "bestuur" van het plan) anderzijds te doen dalen;*

*Overwegende dat het KAP ook als doel heeft om een reeks acties voor te stellen om het grondgebied aan te passen aan de onvermijdelijke gevolgen van de klimaatverandering, zoals de toenemende frequentie van overstromingen en hittegolven of het intensere fenomeen van stedelijke hitte-eilanden; Aangezien het college van burgemeester en schepenen in zitting van 13 juli 2021 de opmaak van een balans van de uitstoot van broeikasgassen van het grondgebied en van het bestuur toegewezen heeft aan studiebureau Factor-X, dat al een eerste balans opgemaakt had in 2009;*

*Overwegende dat deze balans van de uitstoot van broeikasgassen voorgesteld werd aan het college op 14 december 2021 en aan de raad tijdens de commissie op 22 september 2022;*

*Overwegende dat het reglement van het Burgerparlement voor het Klimaat (BPK), goedgekeurd door de gemeenteraad op 30 september 2021, voorziet dat het als doel heeft structurende maatregelen te definiëren om in een geest van sociale rechtvaardigheid tegen 2030 de uitstoot van broeikasgassen met minstens 50 % te doen dalen ten opzichte van 2007, alsook aanpassingsmaatregelen aan de gevolgen van de klimaatverandering op het grondgebied van Ukkel;*

*Overwegende dat hetzelfde reglement ook voorziet dat het BPK om deze opdracht tot een goed eind te brengen hoogstens 15 acties voorstelt om de koolstofvoetafdruk van de gemeente te verkleinen, dat de gemeenteraad op voorstel van het college zal bepalen welke acties (minstens de helft) uitgevoerd moeten worden en dat de projectkeuze het voorwerp zal uitmaken van een beargumenteerde communicatie;*

*Overwegende dat het Burgerparlement voor het Klimaat (BPK), begeleid door studiebureau FactorX, hiervoor 8 keer samengekomen is, waaraan tussentijdse vergaderingen, lezingen en opzoekwerk tussen elke vergadering toegevoegd moet worden, dat deze momenten aaneengeschaald in totaal ongeveer vijftig uur werk per persoon vertegenwoordigen;*

*Overwegende het werk van het BPK, bestaande uit 13 actiefiches om de uitstoot van broeikasgassen op het grondgebied te doen dalen en het grondgebied aan te passen aan de gevolgen van de klimaatverandering, voorgesteld aan het college op 13 juli 2022 en aan de raad tijdens de commissie van 22 september 2022;*

*Overwegende dat dit werk onderworpen werd aan de analyse van de betrokken departementen, diensten en schepenen;*

*Overwegende dat de actiefiches aangepast werden door de Milieudienst, steeds in overleg met de betrokken diensten, op basis van de opmerkingen en voorstellen tot wijziging uit deze analyse, meer bepaald op vlak van haalbaarheid en ambitie;*

*Overwegende eveneens dat de twee actiefiches voorgesteld door het BPK met betrekking tot de financiële aspecten, een onvermijdelijk thema, grondig herschreven werden om in overeenstemming te zijn met de opdrachten van de gemeente en de middelen die ze ter beschikking heeft, om te leiden tot de opmaak van een nieuwe actiefiche;*

*Overwegende dat er ten slotte een consensus gevonden werd om de haalbaarheid en de ambitie van de voorstellen van het BPK te verzekeren;*

*Gelet op de beslissing van het college van 28 maart 2023 tot bekrachtiging van de 10 actiefiches voorgesteld door het BPK en de bijlagen ervan om ze te integreren in het KAP, waaronder 9 actiefiches met betrekking tot het luik "grondgebied" van het KAP:*

*AA2: Een netwerk van koelte-eilanden creëren met prioriteit voor kansarme wijken*

*AA3: De verharde bodems doorlatend maken en in hun natuurlijke toestand herstellen, met een prioriteit voor de speelplaatsen van scholen*

*EA1: De toegang van de consumenten tot duurzame producten en diensten vergemakkelijken*

*EA2: De economische transitie van de Ukkelse ondernemingen vergemakkelijken*

*EG1: De uitstoot van broeikasgassen van de gebouwen doen dalen*

*MT1: De verplaatsingen te voet en met de fiets en de andere alternatieven voor de individuele auto doen toenemen*

*MT2: Ondernemingen ondersteunen in de decarbonisatie van hun logistiek*

*FE1: Een strategie invoeren om de koolstofvoetafdruk die samenhangt met de finance te verkleinen*

*DS1: De digitale soberheid uitrollen op het volledige grondgebied;*

*Overwegende dat er een feedbacksessie voor de leden van het BPK georganiseerd werd op 30 mei 2023 om deze 9 aangepaste actiefiches voor te stellen en dat het resultaat positief onthaald werd, middels een reeks opmerkingen in de bijlagen;*

*Overwegende dat deze 9 actiefiches met betrekking tot het luik "grondgebied" niet alle in het KAP op te nemen thema's dekken die een ambitieus KAP mogelijk maken op vlak van minder uitstoot van broeikasgassen en aanpassing en dat er bijgevolg 5 aanvullende actiefiches opgesteld werden door de Milieudienst, in samenwerking met de betrokken diensten, departementshoofden en schepenen en met het studie bureau;*

*Gelet op de beslissing van het college van 29 augustus 2023 tot bekrachtiging van 5 aanvullende actiefiches voor het luik "grondgebied" en de bijlagen ervan om ze te integreren in het KAP: AA1: Overstromingen bestrijden*

*SL1: De duurzame voedselproductie in het stedelijk milieu en in de rand ontwikkelen en ondersteunen*  
*EG2: Hernieuwbare energiebronnen en energiedelen ontwikkelen door de energiezuinigheid aan te nemen*

*SE1: De Ukkelaars sensibiliseren voor de klimaat- en milieu-uitdagingen*

*ZW1: De afvalbronnen van het grondgebied beperken en lokaal opwaarderen;*

*Overwegende dat aan de vergadering voorgesteld wordt het luik "grondgebied" van het KAP, bestaande uit deze 14 actiefiches en de bijlagen ervan, goed te keuren;*

*Overwegende dat al deze fiches geraadpleegd werden door de betrokken departementen en diensten en dat het directiecomité een gunstig advies geformuleerd heeft over deze fiches;*

*Overwegende dat alle lopende of geplande acties en alle waardevolle huidige dynamieken in de fiches geïntegreerd werden;*

*Overwegende dat er een burgerraadpleging om voorstellen van maatregelen voor het KAP te verzamelen gelanceerd werd via het platform "MyOpinion" en dat er een bus geplaatst werd in het Administratief Centrum en tijdens de Autoloze zondag 2022 en dat de meeste voorstellen aansloten bij de voorstellen in de fiches van het BPK;*

*Overwegende de volgende bijlagen van het luik "grondgebied" van het KAP:*

*Bijlage 1: Kaart met de kwetsbaarheden van de gemeente Ukkel voor de klimaatverandering (ULB)*

*Bijlage 2: Kaart met de huidige en potentiële koelte-eilanden op het grondgebied (ULB)*

*Bijlage 3: Commentaar van het BPK na de voorstelling van de aangepaste voorstellen van 30 mei 2023;*

*Overwegende dat de actiefiches van het luik "bestuur" uitgeschreven worden door de Milieudienst in samenwerking met de betrokken diensten, gebaseerd op de workshops met de gemeentebambtenaars, en dat ze later ter goedkeuring aan de vergadering voorgelegd zullen worden;*

**Beslist:**

*Het luik "grondgebied" van het Klimaatactieprogramma en de bijlagen ervan goed te keuren.*

---

## DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

### Education - Onderwijs

#### 14 Académie d'Uccle : musique, arts parlés et danse. - Convention de location de l'orgue de l'église Saint-Marc - Reconduction 2023-2024

Le Conseil,

Attendu que depuis l'année scolaire 2016-2017, l'Eglise Saint-Marc accueille les cours d'orgue de l'Académie d'Uccle;

Que le Directeur souhaite poursuivre cette location, du 28 août 2023 au 5 juillet 2024;

Que la convention doit être renouvelée pour l'année scolaire 2023-2024;

Que la dépense, imputée à l'article 734/124-12/40 a été estimée à un maximum de 2.400 € pour l'année scolaire 2023-2024;

Décide,

De marquer son accord sur le projet de convention ci-joint et d'autoriser les dépenses qui en résultent.

---

#### Académie d'Uccle : musique, arts parlés et danse. - Huurovereenkomst van het orgel van de Sint-Marcuskerk. - Verlenging 2023-2024

De Raad,

Aangezien de orgellessen van de Académie d'Uccle sinds het schooljaar 2016-2017 plaatsvinden in de Sint-Marcuskerk;

Aangezien de directeur deze huur wil voortzetten, van 28 augustus 2023 tot 5 juli 2024;

Aangezien de overeenkomst hernieuwd moet worden voor het schooljaar 2023-2024;

Aangezien de uitgave, geboekt onder artikel 734/124-12/40, zijn geraamd op € 2.400 voor het schooljaar 2023-2024.

Beslist in te stemmen met het bijgevoegde ontwerp van overeenkomst en de eruit voortvloeiende uitgaven toe te staan.

---

#### 15 Enseignement communal - département des Affaires éducatives - Ecole du VAL FLEURI PS plan de pilotage

Le Conseil,

Attendu que l'école du val Fleuri Petite Section a déposé son Plan de pilotage ;

Que le délégué au Contrat d'Objectifs de la fédération Wallonie-Bruxelles a émis un avis de recommandation ;

Que dès lors le Plan de pilotage a été placé en recommandation par la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

Que cette recommandation n'induit pas que le Plan de Pilotage soit de mauvaise qualité mais qu'il s'agit de demander qu'une série de points soient précisés ou reformulés ;

Que l'équipe de l'école s'est mise à tâche en étant accompagnée d'un conseiller du CECP ;

Que le Plan de Pilotage a été présenté au conseil de participation de l'école et à la COPALOC ;  
Que les modifications apportées ont été surlignées en jaune pour plus de lisibilité  
Qu'il convient de soumettre le plan de pilotage de l'école au délégué au contrat d'objectifs de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

Décide, après avoir pris connaissance du plan de pilotage de l'école du Val Fleuri PS, de marquer son accord en vue de le présenter au délégué au contrat d'objectifs de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

---

### **Gemeentelijk onderwijs.- School VAL FLEURI PS - Sturingsplan.**

De raad,

Aangezien de school Val Fleuri Petite Section haar stuurplan heeft ingediend;

Aangezien de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst van de Federatie Wallonië - Brussel een aanbeveling heeft uitgebracht;

Aangezien de Federatie Wallonië - Brussel aldus het stuurplan onder aanbeveling heeft geplaatst;

Aangezien deze aanbeveling niet betekent dat het stuurplan van slechte kwaliteit is maar dat er wordt gevraagd om een aantal punten te verduidelijken of te herformuleren;

Aangezien het schoolteam met de hulp van een CECP-adviseur aan de slag is gegaan;

Aangezien het stuurplan werd voorgelegd aan de participatieraad van de school en de PLAPACO;

Aangezien de aangebrachte wijzigingen voor het leesgemak in geel werden gemarkeerd;

Aangezien het stuurplan van de school aan de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst van de Federatie Wallonië - Brussel moet worden voorgelegd;

Beslist, na kennis genomen te hebben van het stuurplan van de school Val Fleuri PS, zijn goedkeuring te verlenen om het voor te leggen aan de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst van de Federatie Wallonië - Brussel.

---

## **DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN**

### **Culture - Cultuur**

#### **16 Culture.- Appel à projets Art Public Fresques Murales Street Art. - Règlement et formulaire**

Le Conseil,

Attendu que la déclaration de Politique générale comprend la mise en œuvre et l'acquisition d'œuvres d'art dans l'espace public ;

Attendu que le service culture propose de lancer un appel à projets Art public Fresque murales Street art, destiné à la création et l'acquisition d'œuvres d'art sur certains murs identifiés dans l'espace public sur le territoire d'Uccle ;

Attendu que l'enveloppe dédiée au projet est de 15.000€;

Attendu que les artistes sont amenés à faire des propositions artistiques et budgétaires;

Qu'il incombera au Collège de retenir les artistes et projets lauréats dans les limites du budget imparti;

Attendu que la mise en œuvre de ce projet sera encadrée par le service Culture, en étroite collaboration avec les différents services compétents et que des fiches techniques spécifiques seront fournies aux artistes dans le cadre de la diffusion de l'appel à projets ;

Attendu que l'appel à projets sera diffusé via tous les canaux disponibles (Wolvendael, site internet et

- FB communal, réseaux d'artistes, culture.be, ...), le plus largement possible;
- Que le service Culture prendra les dispositions nécessaires en termes d'assurances et de préservation des œuvres et d'inscription des œuvres dans le patrimoine communal; Décide :
- d'approuver le règlement de l'appel à projet Art public Fresques murales Street Art et le formulaire annexés à la présente décision;
  - d'approuver la délégation au Collège pour la sélection des artistes et et projets lauréats.

---

### **Cultuur. - Projectoproep Publieke Kunst Muurschilderijen Street Art. - Reglement en formulier**

De raad,

Aangezien de algemene beleidsverklaring de uitvoering en de aankoop van kunstwerken in de openbare ruimte omvat;

Aangezien de dienst Cultuur voorstelt om een projectoproep te lanceren bij de straatkunstenaars voor de creatie en de aankoop van kunstwerken op bepaalde muren in de openbare ruimte;

Aangezien de begroting voor het project € 15.000 belooft;

Aangezien de kunstenaars aangespoord worden om artistieke en budgettaire voorstellen te doen;

Aangezien het college de winnende kunstenaars en projecten zal kiezen binnen de grenzen van het beschikbare budget;

Aangezien de uitvoering van dit project in goede banen geleid wordt door de dienst Cultuur, in nauwe samenwerking met de verschillende bevoegde diensten en dat technische fiches beschikbaar zullen zijn voor de kunstenaars in het kader van de verspreiding van de oproep;

Aangezien de oproep verspreid zal worden via alle beschikbare kanalen (Wolvendael, gemeentelijke website en facebook, kunstenaarsnetwerk, cultre.be, ...) en zo breed mogelijk;

Aangezien de dienst Cultuur de nodige bepalingen treft op vlak van verzekering en bewaring van de kunstwerken en inschrijving van de kunstwerken in het gemeentelijk erfgoed, Beslist:

- Het reglement van de projectoproep Openbare kunst Fresco's street art en het formulier, in de bijlage bij de onderhavige beslissing, goed te keuren;

- De afvaardiging aan het college voor de selectie van de winnende kunstenaars en projecten goed te keuren.

---

### **Bibliothèques communales - Gemeentelijke bibliotheken**

#### **17 Réseau des bibliothèques francophones. - Contrat-cadre pour la filière du livre en Fédération Wallonie-Bruxelles. - Accord pour adhésion**

Le Conseil,

Vu le contrat-cadre pour la filière du livre en Fédération Wallonie-Bruxelles, conclu le 23 septembre 2022 entre le Gouvernement de la FWB et les représentants de la filière du livre;

Vu que la Fédération Wallonie-Bruxelles sollicite l'adhésion des communes à celui-ci et que l'administration communale est déjà engagée dans le soutien au secteur du livre belge par de nombreux accords et conventions tels que l'Accord-cadre de fournitures de livres et autres ressources du Ministère de la Communauté française;

Vu que le contrat-cadre est annexé à la présente délibération,

Décide de donner son accord pour adhérer au contrat-cadre pour la filière du livre en Fédération Wallonie-Bruxelles.

---

**Franstalig bibliotheeknetwerk. - Raamovereenkomst voor de boekensector in de Federatie Wallonië-Brussel. - Overeenkomst tot toetreding**

De Raad,

Gelet op het raamcontract voor de boekensector in de Federatie Wallonië-Brussel (FWB), afgesloten op 23 september 2022 tussen de Regering van de FWB en de vertegenwoordigers van de boekensector;  
Gelet op het feit dat de Federatie Wallonië-Brussel aan de gemeenten vraagt om dit contract te ondertekenen en dat de gemeentelijke administratie zich reeds engageert om de Belgische boekensector te ondersteunen via talrijke akkoorden en verdragen zoals de kaderovereenkomst voor de levering van boeken en andere middelen van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;  
Gezien het feit dat de kaderovereenkomst als bijlage aan deze beraadslaging is toegevoegd,  
Beslist in te stemmen met de ondertekening van het raamcontract voor de boekensector in de Federatie Wallonië-Brussel (FWB).

---

**DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN**

**Solidarité internationale - Internationale solidariteit**

**18 Solidarité internationale - Désignation d'un nouveau membre du CCSI - Accord de principe**

*Le Conseil,*

*Considérant que lors de sa séance du 23 février 2021, le Collège des Bourgmestre et échevins a marqué son accord de principe sur la création d'un Conseil consultatif de la Solidarité internationale;*

*Considérant que lors de sa séance du 24 juin 2021, l'Assemblée a approuvé le règlement du Conseil consultatif de la Solidarité internationale; que ce dernier a un rôle consultatif et peut émettre des avis de sa propre initiative mais aussi émettre un avis sur les questions qui lui sont soumises soit par le Collège des Bourgmestre et échevins, soit par le Conseil communal;*

*Considérant qu'en vertu de l'article 4 du règlement susmentionné, ce Conseil consultatif ne peut dépasser le nombre de membres du Conseil communal ;*

*Qu'à l'heure actuelle, il comprend 11 membres;*

*Considérant la candidature en annexe de Mme Marlène Siméon, laquelle rentre dans les critères d'éligibilité listés à l'article 4 du règlement,*

*Décide d'approuver la désignation de Mme Marlène Siméon comme nouveau membre du Conseil Consultatif de la Solidarité Internationale.*

---

**Internationale Solidariteit - Aanstelling van een nieuw lid van de AIS - Principeakkoord**

*De Raad,*

*Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zitting van 23 februari 2021 zijn principeakkoord gegeven heeft voor de oprichting van een Adviesraad voor Internationale Solidariteit;*

*Overwegende dat de vergadering in zitting van 24 juni 2021 het reglement van de Adviesraad voor Internationale Solidariteit goedgekeurd heeft; dat deze laatste een adviserende rol heeft en op eigen initiatief adviezen kan formuleren, maar ook een advies kan formuleren over de kwesties die hem voorgelegd worden door het college van burgemeester en schepenen of door de gemeenteraad;*  
*Overwegende dat deze adviesraad niet meer leden mag tellen dan de gemeenteraad, krachtens artikel 4 van het voornoemde reglement;*

*Dat hij momenteel 11 leden telt;*

*Overwegende de kandidatuur in de bijlage van mevr. Marlène Siméon, die voldoet aan de criteria om in aanmerking te komen, opgelijst in artikel 4 van het reglement,*

*Beslist de aanstelling van mevr. Marlène Siméon als nieuw lid van de Adviesraad voor Internationale Solidariteit goed te keuren.*

---

**19 Dossier Ukraine - Approbation de convention entre la commune d'Uccle et la Région de Bruxelles-Capitale relative aux modalités de mise à disposition d'une subvention d'un montant de 58.716€ pour l'insertion des personnes en situation précaire sur le marché immobilier locatif.**

Le Conseil,

Vu l'invasion militaire de l'Ukraine par la Fédération de Russie qui a débuté le 24 février 2022; Vu l'exil des ukrainiens et ukrainiennes et la crise de l'accueil des réfugiés en Belgique que cette guerre a engendrés;

Considérant que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a pris la décision le 22 décembre 2022 de généraliser le mécanisme régional d'identification d'occupations temporaires créé dans le cadre de l'accueil des bénéficiaires de la protection temporaire pour le pérenniser et l'étendre à l'hébergement de tous les publics en situation précaire ;

Considérant l'importance de soutenir les initiatives locales d'accompagnement des personnes en situation précaires, dont les personnes hébergées temporairement dans des infrastructures d'hébergement collectif, vers une solution de logement plus durable sur le marché immobilier locatif ; Considérant qu'en sa séance du 25 avril 2023, le Collège a approuvé à cet effet la mise en place d'une concertation locale du logement composée de la commune, du CPAS, de l'AISSU et ouverte aux associations actives sur le territoire ucclois en matière de logement des réfugiés ukrainiens ;

Considérant qu'en sa séance du 13 juin 2023, le Collège a approuvé la mise en place d'une table du logement animée par le Service de Solidarité Internationale en collaboration avec la cellule Logement du CPAS d'Uccle pour accompagner les réfugiés hébergés dans la commune d'Uccle à trouver rapidement un logement dans le parc locatif privé afin de soulager les citoyens hébergeurs;

Considérant l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 2023 ciannexée octroyant une subvention de 58.716,00 euros à la commune d'Uccle pour la soutenir dans l'insertion des personnes en situation précaire, en premier lieu des bénéficiaires de la protection temporaire en provenance d'Ukraine, sur le marché immobilier locatif pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 30 novembre 2023;

Que cette subvention est destinée à intervenir dans les loyers et charges locatives, les frais de personnel, les frais de promotion et de publication,....

Qu'elle sera versée en deux tranches ( une de 80% et la seconde de 20% ) ; que la première tranche sera versée à la Commune pour le 31 octobre 2023 au plus tard ;

Considérant qu'est jointe à l'arrêté du gouvernement susmentionné une convention, qui en fait intégralement partie, qui précise les modalités de mise à disposition et de contrôle de la subvention ; Que cette convention doit être renvoyée dans les meilleurs délais au SPRB logement ; Décide :

D'approuver la convention ci-annexée qui précise les modalités de mise à disposition et de contrôle de la subvention d'un montant de 58.716€ à la Commune d'Uccle pour la soutenir dans l'insertion des personnes en situation précaire, en premier lieu des bénéficiaires de la protection temporaire en provenance d'Ukraine, sur le marché immobilier locatif pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 30 novembre 2023

---

## **Dossier Oekraïne - Goedkeuring van een overeenkomst tussen de gemeente Ukkel en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de modaliteiten voor de terbeschikkingstelling van een subsidie van € 58.716 voor de integratie van personen in preciaire situaties via de huurmarkt.**

De raad,

Gelet op de militaire invasie van Oekraïne door de Russische Federatie die op 24 februari 2022 is begonnen;

Gelet op de ballingschap van Oekraïners en de vluchtelingen crisis in België als gevolg van deze oorlog; Overwegende dat de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 22 december 2022 heeft beslist om het gewestelijk mechanisme voor de identificatie van tijdelijke huisvesting, dat werd gecreëerd in het kader van de opvang van begunstigden van tijdelijke bescherming, te veralgemenen, teneinde het te verduurzamen en de huisvesting uit te breiden naar alle doelgroepen in een kwetsbare situatie;

Gelet op het belang lokale initiatieven te ondersteunen voor de begeleiding van personen in een kwetsbare situatie, waaronder personen die tijdelijk gehuisvest zijn in collectieve huisvestingscentra, naar een meer duurzame oplossing via de huurmarkt;

Overwegende dat het college in zitting van 25 april 2023 zijn goedkeuring heeft verleend aan de oprichting van een lokaal huisvestingsoverleg, samengesteld uit de gemeente, het OCMW, het SWU en open voor verenigingen die rond huisvesting van Oekraïense vluchtelingen actief zijn op het Ukkelse grondgebied;

Overwegende dat het college in zitting van 13 juni 2023 zijn goedkeuring heeft verleend aan een huisvestingsgesprek onder leiding van de dienst Internationale Solidariteit in samenwerking met de Huisvestingscel van het OCMW van Ukkel om vluchtelingen die in de gemeente Ukkel zijn gehuisvest te helpen snel een woning te vinden in de particuliere huursector om burgers die onderdak aanbieden te ontlasten;

Gelet op het toegevoegde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 juli 2023 tot toekenning van een subsidie van 58.716,00 euro aan de gemeente Ukkel om haar te ondersteunen bij het huisvesten van personen in een kwetsbare situatie, in de eerste plaats begunstigden van tijdelijke bescherming afkomstig uit Oekraïne, via de huurmarkt voor de periode van 1 januari 2023 tot 30 november 2023;

Overwegende dat deze subsidie bedoeld is om bij te dragen aan huur en huurlasten, personeelskosten, promotie- en publicatiekosten ...

Overwegende dat de subsidie in twee schijven zal worden betaald (een van 80% en een van 20%); dat de eerste schijf uiterlijk op 31 oktober 2023 aan de gemeente zal worden betaald;

Overwegende dat er aan het voormelde regeringsbesluit een overeenkomst, die er integraal deel van uitmaakt, werd toegevoegd ter verduidelijking van de voorwaarden voor de terbeschikkingstelling en de opvolging van de subsidie;

Overwegende dat deze overeenkomst zo snel mogelijk moet worden teruggestuurd naar de GOB Huisvesting; Beslist:

Zijn goedkeuring te verlenen aan de toegevoegde overeenkomst betreffende de modaliteiten voor de terbeschikkingstelling en de opvolging van de subsidie van 58.716,00 euro aan de gemeente Ukkel om haar te ondersteunen bij de integratie van personen in een kwetsbare situatie, in de eerste plaats begunstigden van tijdelijke bescherming afkomstig uit Oekraïne, via de huurmarkt voor de periode van 1 januari 2023 tot 30 november 2023.

---

## **Participation citoyenne - Burgerparticipatie**



## 20 Participation citoyenne - Jeunesse : Rapport final Etats généraux jeunesse

Le Conseil,

Attendu que le Collège a donné son autorisation en date du 4 mai 2021 quant à la tenue des Etats généraux de la jeunesse (EGJ) ;

Attendu que les EGJ se sont déroulés, préparation comprise, entre juin 2021 et juin 2023 ;

Attendu que le projet s'est décomposé en deux phases distinctes : la phase 1 (novembre 2021 - juin 2022), la phase 2 (novembre 2022 - mai 2023) ;

Attendu que l'objectif de ce processus participatif était de :

- s'adresser directement aux jeunes de la commune âgés de 12 à 26 ans pour connaître leurs besoins et attentes vis-à-vis des pouvoirs publics locaux;

- collecter des informations sur leurs priorités en tant que jeunes et habitant (e)s d'Uccle;- faire émerger des pistes d'action relevant de la compétence communale.

Vu que le rapport final des Etats généraux de la jeunesse se trouve en annexe de ce présent rapport ;

Décide:

de prendre connaissance du rapport des Etats généraux de la jeunesse se trouvant en annexe.

---

### Burgerinspraak - Jeugd: Staten-Generaal van de jeugd eindverslag

De raad,

Aangezien het college op 4 mei 2021 zijn toelating gegeven heeft voor de organisatie van de Staten-Generaal van de jeugd (SGJ);

Aangezien de SGJ, inclusief voorbereiding, plaatsgevonden hebben van juni 2021 tot juni 2023;

Aangezien het project opgedeeld is in twee fases: fase 1 (november 2021 - juni 2022) en fase 2 (november 2022 - mei 2023);

Aangezien het doel van dit participatief proces was om:

- Zich rechtstreeks te richten tot de jongeren van de gemeente tussen 12 en 26 jaar om hun behoeftesen verwachtingen ten aanzien van de lokale overheden te kennen;

- Informatie te verzamelen over hun prioriteiten als jongeren en inwoners van Ukkel;

- Mogelijke acties te identificeren die onder de gemeentelijke bevoegdheid vallen;

Aangezien het eindverslag van de Staten-Generaal van de jeugd in de bijlage bij dit verslag zit;

Beslist:

Kennis te nemen van het verslag van de Staten-Generaal van de jeugd in de bijlage.

---

## DÉPARTEMENT FINANCES - DEPARTEMENT FINANCIËN

### Recette - Ontvangerij

#### 21 Compte 2022.- Approbation.

Le Conseil,

Attendu qu'en date du 22 juin 2023, le Conseil communal a approuvé le compte 2022;

Attendu qu'en date du 19 septembre 2023, la Tutelle nous a adressé un courrier dans lequel il nous

indique notre compte est devenu exécutoire par expiration du délai (cf lettre, ci-jointe); Attendu que les trois remarques suivantes ont été formulées :

- les dépenses de fonctionnement sont réalisés à 86 % : par conséquent, la tutelle demande à tous services communaux de suivre de manière réaliste leurs crédits;
  - il convient de rectifier l'inscription de la nouvelle dotation "eau" à partir de 2023 selon les directives du courrier du 26 octobre 2022;
  - réception de félicitations pour le constat du nombre important de non-valeurs et encouragements à continuer en ce sens,
- Décide de prendre acte de l'approbation du compte 2022 par la Tutelle.

---

### **Rekening 2022.- Goedkeuring.**

De Raad,

Aangezien de gemeenteraad op 22 juni 2023 de rekening 2022 goedgekeurd heeft;

Aangezien de Voogdij ons op 19 september 2023 een brief gestuurd heeft, waarin ze ons mededeelt dat onze rekening uitvoerbaar geworden is door het verstrijken van de termijn; Aangezien de volgende drie opmerkingen geformuleerd werden :

- de werkingsuitgaven werden verwezenlijkt ten belope van 86 % : bijgevolg vraagt de Voogdij alle gemeentediensten om hun kredieten realistisch op te volgen;
  - de boeking van de nieuwe toelage "water" dient gecorrigeerd worden vanaf 2023 volgens de aanwijzingen uit het schrijven van 26 oktober 2022;
  - we krijgen felicitaties voor de vaststelling van een groot aantal onwaarden en we worden aangemoedigd om in deze richting verder te gaan;
- Neemt akte van de goedkeuring van de rekening 2022 door de Voogdij.

---

### **22 Budget 2023.- Modifications budgétaires N°s 3 et 4 .**

Le Conseil,

Considérant qu'il convient de soumettre au vote du Conseil communal les modifications budgétaires n°s 3 et 4 du budget 2023;

Vu que ces modifications reprennent l'adaptation de différents crédits de recettes et de dépenses du service ordinaire et extraordinaire,

Décide d'approuver les modifications budgétaires influençant les résultats du budget 2023 tels qu'ils se présentent :

#### **1°) SERVICE ORDINAIRE (M.B. n° 3)**

A.RESULTAT EX.PROPRE BUDGET INITIAL :	Boni	5.142.387,37
B.RESULTAT APRES LA M.B.1 :	Mali	-179.887,89
C.RESULTAT DE LA M.B. 3 :	Mali	-2.485.044,03
D=A+B+C NOUVEAU RESULTAT EX.PROPRE:	Boni	2.477.455,45

E.RESULTAT GLOBAL APRES LA M.B.1 :	Boni	10.000.000,00
F.RESULTAT DE LA M.B. 3	Mali	- 2.485.044,03
G=E+F RESULTAT EX.GLOBAL	Boni	7.514.955,97

#### **2°) SERVICE EXTRAORDINAIRE (M.B. n° 4)**

On remarque une diminution des dépenses de l'exercice lors de la MB4 due au report de certains dossiers (-12.795.371,78 €). Les recettes de financement diminuent également : -3.778.277,78 € d'emprunts, -297.094,00 € de fonds de réserve et -3.934.106,00 € de subsides. Le résultat général du service extraordinaire atteint à présent -42.868.656,77 €.

---

### Begroting 2023.- Begrotingswijzigingen Nrs 3 en 4.

De Raad,

Overwegende dat de begrotingswijzigingen 3 en 4 van de begroting 2023 ter goedkeuring voorgelegd moeten worden aan de gemeenteraad;

Aangezien deze wijzigingen de aanpassing omvatten van verschillende kredieten inzake ontvangsten en uitgaven van de gewone en de buitengewone dienst,

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de begrotingswijzigingen die een invloed hebben op de resultaten van de begroting 2023, als volgt :

#### 1°) GEWONE DIENST (BW 3)

A.RESULTAAT EIGEN DIENSTJAAR OORSPR. BEGROTING:	Overschot	- 5.142.387,37
B.RESULTAAT NA BW 1:	Tekort	179.887,89
C.RESULTAAT VAN BW 3:	Tekort	2.485.044,03
D=A+B+C NIEUW RESULTAAT EIGEN DIENSTJAAR:	B o n i	
2.477.455,45		

E.GLOBAAL RESULTAAT NA BW 1:	Overschot	10.000.000,00
VAN BW 3	Tekort	-2.485.044,03
G=E+F RESULTAAT GLOBAAL DIENSTJAAR	Overschot	7.514.955,97

#### 2°) BUITENGEWONE DIENST (BW 4)

Er is een daling van de uitgaven van het dienstjaar bij BW4 ingevolge het uitstel van bepaalde dossiers (€ -12.795.371,78). Ook de financieringsontvangsten zijn gedaald: € -3.778.277,78 leningen, € 297.094,00 reservefondsen en € -3.934.106,00 subsidies. Het algemene resultaat van de buitengewone dienst is nu € -42.868.656,77.

23 **Gestion du stationnement payant.- Règlement redevances sur le stationnement de véhicules à moteur dans un lieu public.- Recouvrement des créances non fiscales.- Contraintes.- Prise pour information.**

Le Conseil,

Vu l'article 137bis tel qu'ajouté par l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 février 2014 publiée au Moniteur Belge du 2 avril 2014 modifiant la nouvelle loi communale stipulant : En vue du recouvrement des créances non fiscales incontestées et exigibles, le receveur peut établir une contrainte, visée et déclarée exécutoire par le collège des bourgmestre et échevins. Une telle contrainte est signifiée par exploit d'huissier de justice. Cet exploit interrompt la prescription. Une contrainte ne peut être visée et rendue exécutoire par le collège des bourgmestre et échevins que si la dette est exigible, définitive et certaine. Le débiteur doit en outre avoir été préalablement mis en demeure par lettre recommandée. La commune peut charger des frais administratifs pour cette lettre recommandée. Ces frais sont à charge du débiteur et peuvent également être recouvrés par l'exploit. Les dettes d'une personne morale de droit public ne peuvent jamais être récupérées par un exploit. Un recours contre l'exploit peut être introduit dans le mois de la signification par requête ou par citation.

En ce qui concerne l'accomplissement des missions visées dans le présent article, le receveur fait rapport, sous sa responsabilité, au collège des bourgmestre et échevins et au conseil communal"; Considérant que des créances sont connues des débiteurs qui disposaient d'un délai de 15 jours calendrier à compter de la date de délivrance de la redevance de stationnement ou dès la notification de ces dernières pour procéder au paiement ;

Considérant que faute d'avoir reçu paiement des redevances susmentionnées, des mises en demeure ont été adressées à chaque débiteur par lettre recommandée ;

Considérant que les débiteurs disposaient d'un dernier délai de 30 jours à partir de la date d'envoi de la mise en demeure pour procéder au paiement ;

Qu'à ce jour, les débiteurs n'ont pas procédé au paiement de la (des) redevance(s), ni contesté ou demandé un plan d'apurement de leur dette à l'égard de la Commune ;

Considérant dès lors que les dettes sont exigibles, définitives et certaines conformément à l'article 137bis de la nouvelle loi communale ;

Que par conséquent, le Receveur communal a établi une contrainte en vue de la récupération de chaque créance majorée des frais administratifs de la mise en demeure adressée par recommandé tels que prévus au Chapitre II article 68 du règlement-redevance voté par le Conseil communal en séance du 15 décembre 2022;

Décide :

De prendre pour information la liste des 7.950 contraintes établies par le Receveur communal pour les créances non fiscales incontestées et exigibles.

*Exercice 2023*

*Article : 424/366-07/81*

*Allocation : 7.200.000 €*

*Droits constatés : 7.444.521€*

*Recette prévue : 371.399,25€*

.

## **Beheer van het betalend parkeren.- Retributieverordening op het parkeren van motorvoertuigen in een openbare ruimte.- Invordering van niet fiscale schuldvorderingen.Bezwaren.- Kennisneming.**

De Raad,

Gelet op artikel 137bis zoals ingevoegd door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 27 februari 2014, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad op 2 april 2014, tot wijziging van de nieuwe gemeentewet, dat bepaalt :

"Met het oog op de invordering van onbetwiste en opeisbare niet-fiscale schuldvorderingen, kan de ontvanger een door het college van burgemeester en schepenen gevisieerd en uitvoerbaar verklaard dwangbevel uitvaardigen. Een dergelijk dwangbevel wordt betekend bij gerechtsdeurwaardersexploot. Dat exploot stuit de verjaring. Een dwangbevel mag door het college slechts gevisieerd en uitvoerbaar verklaard worden als de schuld opeisbaar, definitief en zeker is. Bovendien moet de schuldenaar vooraf bij aangetekend schrijven in gebreke gesteld worden. De gemeente kan administratieve kosten voor dat aangetekend schrijven aanrekenen. Die kosten komen voor rekening van de schuldenaar en kunnen eveneens bij dwangbevel ingevorderd worden. De schulden van publiekrechtelijke rechtspersonen kunnen nooit bij dwangbevel ingevorderd worden.

Tegen het exploot kan bij verzoekschrift of door dagvaarding beroep ingesteld worden binnen de maand van de betekening.

Met betrekking tot de vervulling van de opdrachten, bedoeld in dit artikel, rapporteert de ontvanger op eigen verantwoordelijkheid aan het college van burgemeester en schepenen en aan de Gemeenteraad"; Overwegende dat er schuldvorderingen gekend zijn van de schuldenaars die beschikten over een termijn van 15 kalenderdagen, te rekenen vanaf de datum van afgifte van de parkeerretributie, om over te gaan tot de betaling;

Overwegende dat er per aangetekende brief ingebrekestellingen verstuurd werden naar elke schuldenaar bij gebrek aan betaling van de voornoemde retributies;

Overwegende dat de schuldenaars over een laatste termijn van 30 dagen vanaf de verzenddatum van de ingebrekestelling beschikten om over te gaan tot de betaling;

Dat de schuldenaars vandaag niet overgegaan zijn tot de betaling van de retributie(s), noch ze betwist hebben, noch een afbetalingsplan van hun schuld ten aanzien van de gemeente gevraagd hebben;

Overwegende bijgevolg dat de schulden opeisbaar, definitief en zeker zijn overeenkomstig artikel 137bis van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende de lijsten opgesteld door de dienst Parking, die belast is met het beheer van het gereguleerd parkeren;

Dat de gemeenteontvanger bijgevolg een dwangbevel opgesteld heeft met het oog op de invordering van elke schuldvordering, verhoogd met de administratieve kosten van de ingebrekestelling per aangetekend schrijven zoals voorzien in Hoofdstuk II, artikel 68 van de retributieverordening, gestemd door de gemeenteraad in zitting van 15 december 2022;

Beslist kennis te nemen van de lijsten van de 7.950 dwangbevelen die door de gemeenteontvanger opgesteld zijn voor de onbetwiste en opeisbare niet-fiscale schuldvorderingen.

---

## **DÉPARTEMENT RESSOURCES HUMAINES - DEPARTEMENT HUMAN RESSOURCES**

### **Personnel - Personeel**

## 24 L'urgence est demandée.- Personnel - Cadre ouvrier. - Conducteurs d'équipe et Assistants techniques-chefs.- Révision. (Complémentaire)

Le Conseil,

Vu l'article 145 de la Nouvelle Loi Communale ;

Attendu qu'il est demandé au Conseil d'accepter que ce point soit ajouté en urgence du fait que son approbation en cette séance permettra de réaliser les objectifs de l'administration de réaliser les promotions du personnel ouvrier - encadrant et permettre de ce fait de répondre aux besoins des services;

Attendu qu'en séance du 6 décembre 2022, le Collège des Bourgmestre et Echevins a marqué son accord quant à l'organisation d'un examen de promotion au grade de conducteur d'équipe (D5) et d'assistant technique-chef (C5);

Que l'organisation de cet examen avait pour objectif de pourvoir aux vacances du cadre d'encadrement du personnel ouvrier;

Qu'à cette occasion, il a été constaté que le cadre du personnel ouvrier actuel ne répond plus aux besoins des services et que l'encadrement des équipes sur le terrain est insuffisant; Vu ce constat, il conviendrait de procéder aux modifications suivantes:

- créer un poste d'assistant technique-chef (C5) supplémentaire dans chacun des services suivants:
  - Service vert
  - Service réservation de stationnement (voirie)
  - Cimetière communal du Dieweg
  - de supprimer deux postes d'assistant technique-chef (C5) au service Transport
  - de supprimer un poste de conducteur d'équipe (D5) au cimetière communal du Dieweg;
- Que ces modifications sont présentées ci-dessus;

Vu que ces modifications ont été soumises et acceptées par le Collège du 5 septembre 2023;

Vu que ces modifications ont été soumises au Comité Particulier de Négociation du 5 octobre 2023 et ont fait l'objet d'un protocole d'accord,

Décide :

de modifier le cadre ouvrier de la façon suivante:

Départements	Cadre	Modification	Total
<b>Travaux</b>			
<b>C5</b>			
Transports	3	-2	1
Vert	1	+1	2
Voirie	2	+1	3
<b>Etat civil</b>			
<b>Cimetière</b>			
C5	1	+1	2
D5	3	-1	2

## Hoogdringendheid is gevraagd - Werkliedenpersoneel.- Kader.- Ploegleiders en Technisch hoofdassistenten .- Herziening. (Aanvullend)

De Raad,

Gelet op de artikel 145 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Aangezien aan de raad wordt gevraagd ermee in te stemmen dat dit punt met spoed wordt toegevoegd, aangezien de goedkeuring ervan tijdens deze zitting het mogelijk zal maken de doelstellingen van het bestuur inzake de bevordering van het omkaderend werklidenspersoneel te verwezenlijken en aldus aan de dienstnoden te voldoen;

Aangezien het college van burgemeester en schepenen in zitting van 6 december 2022 zijn goedkeuring heeft verleend aan de organisatie van een bevorderingsexamen tot de graad van ploegleider (D5) en technisch hoofdassistent (C5);

Aangezien de organisatie van dit examen tot doel had te voorzien in vacante betrekkingen in het leidinggevend kader van het werklidenspersoneel;

Aangezien bij deze gelegenheid werd vastgesteld dat het huidige werklidenspersoneel niet meer voldoet aan de dienstnoden en dat de omkadering van de ploegen op het terrein ontoereikend was; Aangezien daarom de volgende wijzigingen moeten worden aangebracht:

- creatie van een extra post technisch hoofdassistent (C5) in elk van de volgende diensten:

- Groendienst

- Dienst Reserveren van Parkeerplaatsen (Wegen)

- Gemeentelijke begraafplaats Dieweg

- schrapping van twee posten technisch hoofdassistent (C5) bij de dienst Transport

- schrapping van een post ploegleider (D5) op de gemeentelijke begraafplaats Dieweg;

Aangezien deze wijzigingen hierboven zijn weergegeven;

Aangezien deze wijzigingen werden voorgelegd aan het college van 5 september 2023 en erdoor werden aanvaard;

Aangezien deze wijzigingen werden voorgelegd aan het bijzonder onderhandelingscomité van 5 oktober 2023 en het voorwerp hebben uitgemaakt van een protocolakkoord,

Beslist:

het werklidenspersoneel als volgt te wijzigen:

Departement	Kader	Wijziging	Total
Werken			
<b>C5</b>			
Dienst Transport	<b>3</b>	<b>-2</b>	<b>1</b>
Groendienst	<b>1</b>	<b>+1</b>	<b>2</b>
Wegendienst	<b>2</b>	<b>+1</b>	<b>3</b>
Burgerlijke Stand			
Begraafplaats			
<b>C5</b>	<b>1</b>	<b>+1</b>	<b>2</b>
<b>D5</b>	<b>3</b>	<b>-1</b>	<b>2</b>

## DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

## Centrale des marchés - Opdrachtcentrale

### 25 **Marchés publics.- Nouvelle loi communale, article 234, § 3.- Prise pour information des décisions du Collège échevinal.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 29 septembre 2023 - Achat de matériaux et de petit matériel de construction de 2024 à 2025  
Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter.
- 29 septembre 2023 - Achat de poubelles tri sélectif - Approbation des conditions et du mode de passation. 43.560€ (TVA comprise) - Article 764/744-98/12;
- 29 septembre 2023 - Matériel et équipement pour les crèches 2023 - Approbation des conditions et de l'attribution. 33.226,64€ (TVA Comprise) - Article 84401/744-98/58
- 29 septembre 2023 - Fourniture (achat) des illuminations de fin d'année 2023 - 18.851,80 € TVA comprise - Article : 520/744-51/82.
- 29 septembre 2023 - Projet d'agriculture urbaine avenue Latérale - Réaménagement du terrain situé avenue Latérale en vue d'y implanter plusieurs parcelles potagères. - Choix de la procédure de passation du marché et fixation des conditions. 59.343,30 € - Article : 879/721-60/93
- 29 septembre 2023 - Informatisation des Services - Achat d'une solution pour signature électronique- Approbation de l'engagement de la dépense, du mode de passation du marché (INF459). 7.361,00 €. - Article 139/123-13/53
- 3 octobre 2023 - Achat de 8 nouveaux boxes vélos via l'Agence de stationnement. 51.745,99 € (TVA comprise) - Article: 421/741-51/95
- 3 octobre 2023 - Fourniture d'alimentation: Fruits et légumes - 2024 – dans les crèches, l'I.C.P.P. et la plaine de jeux, dans le respect des critères du développement durable – Approbation de la dépense, de la procédure de passation du marché, du cahier des charges et des firmes à consulter. 139.000,00 € T.V.A.C - Article 75102/124-02/40
- 3 octobre 2023 - Aménagements complémentaires pour le module de jeu de la crèche de Saint-Job  
Approbation de l'application de l'article 38/5 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 et engagement de la dépense. -1.306,80€ - Article 84401/744-51/58
- 3 octobre 2023 - Fourniture d'alimentation: Boucherie – 2024 – dans les crèches et l'I.C.P.P., dans le respect des critères du développement durable – Approbation de la dépense, du mode de passation du marché, du cahier des charges et des firmes à consulter. - 48.000,00 € T.V.A.C. - Article 75102/12402/40;
- 3 octobre 2023 - Fourniture d'alimentation: Epicerie, produits surgelés, produits laitiers, produits féculents, confiserie, droguerie et les divers services communaux – 2024 – dans les crèches, l'I.C.P.P., la plaine de jeux et les divers services, dans le respect des critères du développement durable – Approbation de la dépense, du mode de passation du marché, du cahier des charges et des firmes à consulter. - 136.000,00 € T.V.A.C - Article 101/123-48/10;
- 3 octobre 2023 - Conception d'un projet d'ameublement et aménagement du nouveau centre administratif communal - Lot 1 (Espaces disposant d'un inventaire exhaustif) - Approbation de l'avenant 12 et du marché subséquent relatif à la commande 12 - Engagement de la dépense. - 1.162,54€ - Article 137/741-51/58.
- 3 octobre 2023 - Bâtiment Gambier : adaptation alimentation réseau BT et mise en conformité électrique - Marché de travaux - Procédure de faible montant - Approbation de la désignation de la firme adjudicataire. - 17.000,00 € TVA comprise - Article 137/724-60/85.



- 3 octobre 2023 - Ecole ICPP : rénovation de la grande serre - Marché de travaux - Procédure négociée sans publication préalable - Approbation des conditions du marché - 134.167,00 € (tva comprise). - Article 75102/724-60/85
- 3 octobre 2023 - Packs zéro mégots 2024-2026 - Approbation de l'attribution. - 99.517,66 € TVA comprise.- Article 875/741-52/ - /58
- 10 octobre 2023 -Fourniture et pose d'un socle pour sculpture et installation de l'œuvre d'art del'artiste Marc Jadoul – Approbation des conditions, firmes à consulter, attribution et engagement de la dépense. - 5.941,69 € TVAC - Article : 773/725-60/82
- 10 octobre 2023 -Ecole MERLO - Remplacement de la chaudière existante et mise en place d'un système de régulation - Marché de travaux - Marché à faible montant - Approbation de la désignation de la firme adjudicataire et de l'engagement de la dépense. - 53.000,00 € TVA comprise Article 75101/724-60/85

---

### **Overheidsopdrachten.- Nieuwe gemeentewet, artikel 234, § 3.- Kennisneming van beslissingen van het Schepencollege.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, § 3 en 236,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen :

- 29 september 2023 - Aankoop van materialen en klein bouwmaterieel van 2025 tot 2026.
- 29 september 2023 - Aankoop van afvalbakken voor selectieve sortering - Goedkeuring van de voorwaarden en plaatsingsprocedure - Toepassing van artikel 234, § 3, van de nieuwe gemeentewet. 43.560€ (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 764/744-98/12;
- 29 september 2023 - Materiaal en uitrusting voor kinderdagverblijven 2023 - Goedkeuring van de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 §3 van de nieuwe gemeentewet. - 33.226,64€ (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 84401/744-98/58.
- 29 september 2023 - Levering (aankoop) van de eindejaarsverlichtingen 2023. - Aanwijzing van de aanbesteder. - Vastlegging van de uitgave.- Ter informatie aan de gemeenteraad. 18.851,80 € B.T.W. inbegrepen - Artikel : 520/744-51/82.
- 29 september 2023 - Project van stadslanbouw Zijlaan - Heraanleg van het terrein in de Zijlaan omer meerdere moestuinpercelen aan te leggen - Keuze van de plaatsingsprocedure van de opdracht en vastlegging van de voorwaarden - Kennisneming door de gemeenteraad. 59.343,30 € - Artikel : 879/721-60/93
- 29 september 2023 - Informatisering van de gemeentelijke diensten - Aankoop van een oplossing voor digitale ondertekening - Goedkeuring van de toezegging van de uitgaven, financieringswijze en toewijzing van de aanbesteding (INF459). 7.361,00 €. - Artikel 139/123-13/53
- 3 oktober 2023 - Aankoop van 8 nieuwe fietsboxen via het Parkeeragentschap. 51.745,99 € (BTW inbegrepen) - Artikel: 421/741-51/95
- 3 oktober 2023 - Levering voedingswaren: fruit en groenten - 2024 - in de kinderdagverblijven het I.C.P.P. en het speelplein, met respect voor duurzame ontwikkeling - Goedkeuring van de uitgave, de procedure van de plaatsingswijze, het bestek en de te raadplegen ondernemingen - Toepassing van het artikel 234§3 van de Nieuwe Gemeentewet. 139.000,00 € BTW inbegrepen - Artikel 75102/124-02/40 - 3 oktober 2023 - Bijkomende elementen voor de speelmodule van de Sint-Jobs peuterschool – Goedkeuring van de gunning en de uitgave. 1.306,80€ - Artikel 84401/744-51/58
- 3 oktober 2023 - Levering voedingswaren: beenhouwerij - 2024 - in de kinderdagverblijven en het I.C.P.P., met respect voor criteria van duurzame ontwikkeling - Goedkeuring van de uitgave, plaatsingswijze, bestek - Toepassing van het artikel 234 §3 van de NGW. 48.000,00 € BTW inbegrepen - Artikel 75102/124-02/40;
- 3 oktober 2023 - Levering voedingswaren: Kruidenierswaren, diepvries-, zuivel- en zetmeelrijke producten, snoepwaren, drogisterij en manifestaties - 2024 - in de kinderdagverblijven,

- l'I.C.P.P., het speelplein en diverse gemeentelijke diensten, met respect voor criteria van duurzame ontwikkeling Goedkeuring van de uitgave, plaatsingswijze, het bestek en de te raadplegen ondernemingen -
- Toepassing van het artikel 234 §3 van de NGW. 136.000,00 € BTW inbegrepen - Artikel 101/12348/10;
- 3 oktober 2023 - Ontwerp van een project inzake meubilair en inrichting van het nieuwe gemeentelijke administratieve centrum — perceel 1 - Nakomende opdracht - bestelling 12. 1.162,54€ - Artikel 137/741-51/58.
  - 3 oktober 2023 - Gebouw 21 Gambier : LV-voeding aanpassing en elektrische naleving Werkenoverheidsopdracht - Procedure met beperkte waarde - Goedkeuring van de voorwaarden en van de gunning van de opdracht - Vastlegging van de uitgave. 17.000,00 € BTW inbegrepen - Artikel 137/724-60/85
  - 3 oktober 2023 - ICPP school: renovatie van de grote serren - Werkenoverheidsopdracht Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking. 134.167,00 € BTW inbegrepen. - Artikel 75102/724-60/85
  - 3 oktober 2023 - Weg met cigarettenuitwerpen - Overschrijding van de raming van de uitgave. 99.517,66 € BTW inbegrepen.- Artikel 875/741-52/ - /58
  - 10 oktober 2023 -Levering en plaatsing van een sokkel voor een sculptuur en plaatsing van hetkunstwerk van de kunstenaar Marc Jadoul - Goedkeuring van de voorwaarden, te raadplegen firma's, gunning en vastlegging van de uitgave. 5.941,69 € BTW inbegrepen - Artikel : 773/725-60/82
  - 10 oktober 2023 - Ecole du Merlo : vervanging van de bestaande ketel en installatie van een regelsysteem - Werkenoverheidsopdracht - Procedure met beperkte waarde - Goedkeuring van de voorwaarden en van de gunning van de opdracht - Vastlegging van de uitgave. 53.000,00 € BTW inbegrepen - Artikel 75101/724-60/85

---

## 26 **Achat d'une balayeuse - Approbation de la modification de l'estimation du marché**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234, § 1er relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics; Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Considérant que le service de la Propreté publique souhaite acquérir une balayeuse de 4 m<sup>3</sup>;

Considérant que les conditions de ce marché ont été approuvées par l'Assemblée en séance du 7 septembre 2023 ;

Considérant que cette décision comporte une erreur matérielle relative à l'estimation du montant du marché ;

Considérant que cette délibération annonce un montant estimé de 190.082,64 € hors TVA ou 230.000,00 €, 21 % TVA comprise;

Considérant que ce montant est inscrit à l'article du budget extraordinaire 875/743-53/58 dont 150.000 € proviennent de subsides, le solde étant financé par fonds de réserve ;

Considérant qu'à la demande du service Transport, une modification budgétaire de 80.000 € a été sollicitée (MB 4) au même article budgétaire, le montant inscrit au budget n'étant pas suffisant pour l'acquisition du type de machine souhaité ;

Considérant que la dépense estimée s'élève donc à 256.198,35 € hors TVA ou 310.000,00 €, 21 % TVA comprise;

Considérant que conformément à la décision prise par l'Assemblée en séance du 7 septembre 2023, cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne et que le cahier des charges et les autres conditions du marché sont conformes aux dispositions légales en vigueur; Sur proposition du Collège des bourgmestres et échevins;

Décide :

D'approuver le montant estimé du marché de 256.198,35 € hors TVA ou 310.000,00 €, 21 % TVA comprise, sous réserve de l'approbation de la modification budgétaire d'un montant de 80.000 € (MB 4) à l'article 875/743-53/58 ;

De reporter la date d'ouverture des offres au 24 octobre 2023 ;

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la Tutelle générale.

---

### **Aankoop van een veegmachine - Goedkeuring van de wijziging van de raming van de opdracht**

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 36; Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 bepalende de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Overwegende dat de dienst Openbare Reinheid een veegmachine van 4 m<sup>3</sup> wil aanschaffen;

Overwegende dat de voorwaarden van deze opdracht goedgekeurd werden door de vergadering in zitting van 7 september 2023;

Overwegende dat deze beslissing een materiële fout bevat met betrekking tot de raming van het bedrag van de opdracht;

Overwegende dat deze beraadslaging een geraamd bedrag van € 190.082,64 excl. btw of € 230.000,00 inclusief 21 % btw aankondigt;

Overwegende dat dit bedrag geboekt is op het artikel van de buitengewone begroting 875/743-53/58, waarvan € 150.000 afkomstig is van subsidies, de rest wordt gefinancierd door reservefondsen;

Overwegende dat de dienst Vervoer een begrotingswijziging van € 80.000 gevraagd heeft (BW 4) op hetzelfde begrotingsartikel, aangezien het geboekte bedrag in de begroting niet toereikend was voor de aankoop van het gewenste type machine;

Overwegende dat de geraamde uitgave dus € 256.198,35 excl. btw of € 310.000,00 inclusief 21 % beloopt;

Overwegende dat deze raming, overeenkomstig de beslissing van de vergadering in zitting van 7 september 2023, de drempels overschrijft die van toepassing zijn op de Europese bekendmaking en dat het bestek en de andere opdrachtvoorwaarden zich schikken naar de geldende wettelijke bepalingen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen;

Beslist:

Het geraamde bedrag van de opdracht van € 256.198,35 excl. btw of € 310.000,00 inclusief 21 % btw goed te keuren, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingswijziging voor een bedrag van € 80.000 (BW 4) op artikel 875/743-53/58;  
De openingsdatum van de offertes uit te stellen naar 24 oktober 2023;  
Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op het uitoefenen van het algemeen toezicht.

27 **Achat d'un tracteur avec élévateur à nacelle avec châssis – Application de l'article 38 §1er, 2° de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics - Approbation des conditions, du mode de passation et du mode de financement.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §1 et 236 relatifs aux compétences du Conseil communal et du Collège des bourgmestre et échevins;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics; Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Considérant le cahier des charges N° 2023-009 relatif au marché "Achat d'un tracteur avec élévateur à nacelle avec châssis" établi par la Centrale de marchés ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 289.256,19 € hors TVA ou 349.999,99 €, 21 % TVA comprise ;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;

Vu la décision du conseil communal du 22 juin 2023 approuvant les conditions, le montant estimé et la procédure de passation (procédure ouverte) de ce marché ;

Vu l'avis de marché 2023-526775 paru le 29 juin 2023 au niveau national;

Vu l'avis de marché 2023/S 126-399953 paru le 4 juillet 2023 au Journal Officiel de l'Union Européenne ;

Considérant que les offres devaient parvenir à l'administration au plus tard le 29 août 2023 à 10h00 ;

Considérant qu'une offre est parvenue ;

Considérant que le Collège a décidé le 3 octobre 2023, de ne pas attribuer le marché 2023-009 en l'absence d'offres régulières ou acceptables et d'appliquer l'article 38 §1er, 2° de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics qui dispose que :

« [Art. 38](#). § 1er. *Le pouvoir adjudicateur peut appliquer une procédure concurrentielle avec négociation dans les cas suivants :...*

*2° pour les travaux, les fournitures ou les services pour lesquels, en réponse à une procédure ouverte ou restreinte, seules des offres irrégulières ou inacceptables ont été présentées » ;*

Vu que « *dans ce cas le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de publier un avis de marché s'il inclut dans la procédure tous les soumissionnaires, et seulement les soumissionnaires, qui satisfont aux critères visés aux articles 67 à 78 et qui, lors de la procédure ouverte ou restreinte antérieure, ont soumis des offres conformes aux exigences formelles de la procédure de passation...* »;

Considérant le cahier des charges n°2023-070 relatif au marché "Achat d'un tracteur avec élévateur à nacelle avec châssis" établi par la Centrale de marchés;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 289.256,19 € hors TVA ou 349.999,99 €, 21 % TVA comprise pour l'acquisition des machines et à 20.000 € pour l'entretien des machines (option exigée 2), soit un montant total estimé de 369.999,99 €;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure concurrentielle avec négociation;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2023, à l'article 766/743-53/58 (Fonds de réserve) et sera inscrit à l'article 136/124-06/84 des exercices 2024 et suivants pour l'entretien des machines; Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins ;

Décide :

De prendre connaissance de la nullité pour irrégularité substantielle de l'offre reçue;

De passer un nouveau marché pour l'«Achat d'un tracteur avec élévateur à nacelle avec châssis» par procédure concurrentielle avec négociation en application des dispositions de l'article 38 §1er, 2° de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

D'approuver le cahier des charges n°2023-070 et le montant estimé de la dépense de 289.256,19 € hors TVA ou 349.999,99 €, 21 % TVA comprise pour acquisition des machines et de 20.000 €, 21 % TVA comprise pour l'entretien des machines (option exigée 2), soit un montant total estimé de 369.999,99 €;

De fixer la date d'ouverture des offres au 20 novembre 2023 à 10 heures;

Les documents seront publiés et les offres remises par les moyens de communication électronique ; de transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale;

---

**Onderwerp: Aankoop van een tractor met hoogwerker met chassis - Toepassing van artikel 38 §1 2° van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten - Goedkeuring van de voorwaarden, van de plaatsingswijze, van de uitgave en van de financieringswijze**

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, meer bepaald artikel 234 §1 en 236 inzake de bevoegdheden van de gemeenteraad en het college van burgemeester en schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren; Overwegende het bestek nr. 2023-009 betreffende de opdracht "Aankoop van een tractor met hoogwerker met chassis", opgesteld door de Opdrachtcentrale;

Overwegende dat het geraamde bedrag van deze opdracht € 289.256,19 excl. btw of € 349.999,99 inclusief 21 % btw belooft;

Overwegende dat deze raming de drempels overschrijdt die van toepassing zijn op de Europese bekendmaking;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 22 juni 2023 tot goedkeuring van de voorwaarden, het geraamde bedrag en de plaatsingsprocedure (openbare procedure) van deze opdracht;

Gelet op de aankondiging van de opdracht 2023-526775, verschenen op nationaal niveau op 29 juni 2023;

Gelet op de aankondiging van de opdracht 2023/S 126-399953, verschenen in het Publicatieblad van de Europese Unie op 4 juli 2023;

Overwegende dat de offertes ten laatste op 29 augustus 2023 om 10.00 uur bij het bestuur moesten aankomen;

Overwegende dat een offerte aangekomen is;

Overwegende dat het college op 3 oktober 2023 beslist heeft om de opdracht 2023-009 niet te gunnen bij gebrek aan regelmatige of aanvaardbare offertes en artikel 38 §1 2° van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten toe te passen, dat bepaalt:

*"Art. 38. §1. De aanbestedende overheid kan in de volgende gevallen gebruik maken van een mededingingsprocedure met onderhandeling: ...*

*2° met betrekking tot werken, leveringen of diensten waarvoor, naar aanleiding van een openbare of niet-openbare procedure, enkel onregelmatige of onaanvaardbare offertes werden ingediend"; Aangezien "de aanbestedende overheid in dit geval niet verplicht is een aankondiging van een opdracht bekend te maken indien zij tot de procedure uitsluitend alle inschrijvers toelaat die aan de in de artikelen 67 tot 78 bedoelde criteria voldoen en die bij de voorafgaande openbare of niet-openbare procedure offertes hebben ingediend die aan de formele eisen van de plaatsingsprocedure voldeden ...";*

Overwegende het bestek nr. 2023-070 betreffende de opdracht "Aankoop van een tractor met hoogwerker met chassis", opgesteld door de Opdrachtcentrale;

Overwegende dat het geraamde bedrag van deze opdracht € 289.256,19 excl. btw of € 349.999,99 inclusief 21 % btw belooft voor de aankoop van de machines en € 20.000 voor het onderhoud van de machines (vereiste optie 2), hetzij een geraamd totaalbedrag van € 369.999,99;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen via mededingingsprocedure met onderhandeling;

Overwegende dat het krediet dat deze uitgave mogelijk maakt ingeschreven is op de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023 op artikel 766/743-53/58 (reservefonds) en ingeschreven zal worden op artikel 136/124-06/84 van het dienstjaar 2024 en volgende voor het onderhoud van de machines; Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

Beslist:

Kennis te nemen van de nietigheid wegens substantiële onregelmatigheid van de ontvangen offerte; Een nieuwe opdracht te plaatsen voor de "Aankoop van een tractor met hoogwerker met chassis" via mededingingsprocedure met onderhandeling, in toepassing van de bepalingen van artikel 38 §1 2° van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Het bestek nr. 2023-070 en het geraamde bedrag van de uitgave van € 289.256,19 excl. btw of € 349.999,99 inclusief 21 % btw voor de aankoop van de machines en € 20.000 inclusief 21 % btw voor het onderhoud van de machines (vereiste optie 2), hetzij een geraamd totaalbedrag van € 369.999,99, goed te keuren;

De openingsdatum van de offertes vast te leggen op 20 november 2023 om 10 uur;

De onderhavige uitgave vast te leggen op artikel 766/743-53/58 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023, de uitgaven voor het onderhoud van de machines worden geboekt op artikel 136/124-06/84 van het dienstjaar 2024 en volgende;

De documenten worden gepubliceerd en de offertes worden ingediend via elektronische communicatiemiddelen;

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op het uitoefenen van het algemeen toezicht.

---

## 28 **Adhésion au marché centrale d'achat de Bruxelles Environnement pour la Fourniture d'articles de bureau et de papeterie durables - Approbation de l'adhésion.**

Le Conseil,

Considérant que Bruxelles-Environnement a passé en centrale d'achat un nouveau marché pour la Fourniture d'articles de bureau et de papeterie durables;

Considérant que notre administration adhère déjà au précédent marché;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Considérant que l'article 2, 6° de cette loi permet à une centrale d'achat, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs; Considérant

que l'article 47 de cette même loi dispose qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale d'achat est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation;

Vu l'intérêt pour la commune d'Uccle de recourir à cette centrale qui permettra une rationalisation en termes de moyens et qui garantira aux pouvoirs locaux bénéficiaires de bénéficier de prix avantageux; Considérant que la durée totale de ce marché est fixée à 60 mois, les fournitures sont donc échelonnées sur la période de 60 mois et peuvent faire l'objet d'une réception distincte lors de chaque commande;

Considérant que pour les commandes, chaque participant à la centrale se charge de l'exécution du marché pour les commandes qui le concernent. Ceci implique en particulier que le pouvoir adjudicateur adhérent passe directement commande à l'adjudicataire du marché, vérifie les déclarations de créance éventuelles de ce dernier et paye les factures correspondantes à ses propres commandes dans le délai prévu par le cahier des charges;

Considérant que chaque pouvoir bénéficiaire communiquera à l'adjudicataire ses modalités de facturation propres;

Vu le cahier des charges "Fournitures d'articles de bureau et de papeteries durables destinés aux membres du personnel de Bruxelles environnement sous la forme d'une centrale d'achat pour les administrations Bruxelloises" annexé à la présente décision;

Considérant la proposition du Collège des Bourgmestre et échevins d'adhérer au marché public ayant pour objet : "Fourniture d'articles de bureau et de papeterie durables" passé par Bruxelles Environnement;

Considérant qu'une charte de participation devra être signée, Décide

:

- de prendre connaissance des documents du marché public de fournitures ayant pour objet "Fourniture d'articles de bureau et de papeterie durables" passé en centrale d'achat par Bruxelles Environnement;
- d'adhérer au marché public de fournitures ayant pour objet " Fourniture d'articles de bureau et de papeterie durables " passé en centrale d'achat par Bruxelles Environnement;
- d'approuver la Charte de participation ci-annexée relative à cette centrale d'achat.

---

### **Aansluiting bij de aankoopcentrale van Leefmilieu Brussel voor de levering van duurzame kantoor- en kantoorbenodigdheden - Goedkeuring van de aansluiting.**

De Raad,

Overwegende dat Leefmilieu Brussel via een aankoopcentrale een nieuwe opdracht voor de Levering van duurzame kantoor- en papierbenodigdheden geplaatst heeft;

Overwegende dat ons bestuur zich al aangesloten had bij de vorige opdracht;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Overwegende dat artikel 2 6° van deze wet het aan een aankoopcentrale, de aanbestedende overheid, mogelijk maakt opdrachten van werken, leveringen en diensten bestemd voor aanbestedende overheden te plaatsen;

Overwegende dat artikel 47 van dezelfde wet bepaalt dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale ervan vrijgesteld is zelf een plaatsingsprocedure te organiseren; Gelet op het belang voor de gemeente Ukkel om een beroep te doen op deze centrale, die een rationalisering op vlak van middelen mogelijk maakt en die de begunstigde lokale overheden verzekert voordelige prijzen te genieten;

Overwegende dat de totale duur van deze opdracht vastgelegd is op 60 maanden, de leveringen zijn dus gespreid over de periode van 60 maanden en kunnen afzonderlijk opgeleverd worden bij elke bestelling;

Overwegende dat voor de bestellingen elke deelnemer aan de centrale zich belast met de uitvoering van de opdracht voor de bestellingen die hem aangaan. Dit houdt in het bijzonder in dat de aangesloten aanbestedende overheid de bestellingen rechtstreeks bij de opdrachtnemer plaatst, de eventuele verklaringen van schuldvordering van deze laatste controleert en de facturen voor haar eigen bestellingen betaalt binnen de termijn voorzien door het bestek;

Overwegende dat elke begunstigde overheid haar eigen factureringsmodaliteiten meedeelt aan de opdrachtnemer;

Gelet op het bestek "Levering van duurzame kantoor- en papierbenodigdheden bestemd voor de personeelsleden van Leefmilieu Brussel in de vorm van een aankoopcentrale voor de Brusselse besturen", in de bijlage bij deze beslissing;

Overwegende het voorstel van het college van burgemeester en schepenen om aan te sluiten bij de overheidsopdracht met als voorwerp: "Levering van duurzame kantoor- en papierbenodigdheden", geplaatst door Leefmilieu Brussel;

Overwegende dat er een deelnemingscharter ondertekend moet worden, Beslist

:

- kennis te nemen van de documenten van de overheidsopdracht van leveringen met als voorwerp "Levering van kantoor- en papierbenodigdheden", geplaatst via aankoopcentrale door Leefmilieu Brussel;
- zich aan te sluiten bij de overheidsopdracht van leveringen met als voorwerp "Levering van kantoor- en papierbenodigdheden", geplaatst via aankoopcentrale door Leefmilieu Brussel;
- het deelnemingscharter met betrekking tot deze aankoopcentrale in bijlage goed te keuren.

---

## DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

### Tutelle CPAS - Toezicht OCMW

#### 29 CPAS - Compte de l'exercice 2022.

Le Conseil,

Vu les articles 89 et 112 ter de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres publics d'action sociale;  
Vu les délibérations du Conseil de l'action sociale du 27 septembre 2023, parvenues à notre administration le 9 octobre 2023, arrêtant définitivement et acceptant le compte de l'exercice 2022 du C.P.A.S., ainsi que son rapport annuel;

Vu que le compte se clôture par un boni comptable final de 179.855,47 € entraînant une correction de la dotation communale,

Décide d'approuver le compte de l'exercice 2022 du C.P.A.S..

*Exercice 2023*

*Budget ordinaire Art.*

*831/435-01/35*

*recette : 179.855,47 €*

---

#### OCMW - Rekening van het dienstjaar 2022.

De Raad,

Gelet op de artikels 89 en 112 ter van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare centra voor Maatschappelijk welzijn;

Gelet op de beraadslagingen van 27 september 2023, bij het gemeentebestuur toegekomen op 9 oktober 2023, waarbij de Rad voor maatschappelijk welzijn besloten heeft het jaarlijks rapport en de rekening van het dienstjaar 2022 van het O.C.M.W. definitief vast te leggen en goed te keuren; Aangezien de rekening zich afsluit met een finaal boekhoudkundige boni van 179.855,47 € die een correctie van de gemeentelijke bijdrage voor gevolg heeft,



## DÉPARTEMENT FACILITY MANAGEMENT - DEPARTEMENT FACILITY MANAGEMENT

### Nouvelles technologies - Nieuwe technologieën

#### 30 L'urgence est demandée. - WePulse - Adhésion (*Complémentaire*)

Le Conseil,

Considérant que les Administrations communales et les CPAS sont les interlocuteurs de proximité privilégiés pour les citoyens et les entreprises, et délivrent de plus en plus de services dans un contexte sociodémographique changeant;

Considérant que la digitalisation des services et des processus est un levier essentiel pour répondre à la nécessité grandissante de dynamiser la relation avec les citoyens et les entreprises, d'améliorer l'accès à l'information et la qualité des prestations administratives et techniques rendues, de favoriser la dématérialisation des démarches et réduire les délais de traitement;

Considérant que les technologies de l'information à l'ère de la digitalisation des services sont devenues un enjeu majeur pour toutes les administrations;

Considérant la fragmentation du paysage des plateformes applicatives utilisées au sein des Pouvoirs locaux de la Région, notamment dans les domaines de la gestion financière et comptable, de la gestion des ressources humaines et de la gestion des dossiers sociaux;

Considérant que chaque Administration communale et CPAS gère son portefeuille de contrats avec ses fournisseurs et se retrouve souvent isolée face à ceux-ci, sans possibilité de mutualiser les coûts en regard des autres instances d'une même plateforme utilisée dans d'autres institutions;

Considérant que l'accélération de la digitalisation de la relation avec les citoyens et les entreprises nécessite une évolution des processus et des infrastructures applicatives pour évoluer vers un écosystème cohérent et global propice à l'amélioration de l'efficacité générale; Attendu que :

- La Région de Bruxelles-Capitale et Paradigm élaborent depuis 2020 un programme d'informatisation et de transformation digitale des Pouvoirs locaux désormais dénommé WePulse en vue de la mise en place d'une infrastructure applicative commune mutualisée pour les pouvoirs locaux;
- Ce programme a reçu en juillet et décembre 2020 le soutien de Monsieur le Ministre en charge des Pouvoirs locaux et de la transition numérique; • Paradigm a été mandaté pour mettre le programme à exécution;
- Le programme a été formellement lancé le 09 mars 2021 en présence de Monsieur le Ministre en charge des Pouvoirs locaux et de la transition numérique ; il couvre les domaines Finances, Gestion des ressources humaines, Gestion des dossiers sociaux et Gestion de la relation citoyen/entreprise – GRC);
- Une gouvernance inclusive et participative du programme a été mise en place pour impliquer dans les travaux et les décisions collectives toutes les Communes et tous les CPAS qui ont marqué leur intention de rejoindre le programme;

Considérant que ce programme contribue à répondre – entre autres - aux objectifs suivants :

- Mutualiser les coûts des outils informatiques et renforcer la position stratégique des Pouvoirs locaux envers les différents fournisseurs;
- Améliorer l'accès à l'information;
- Valoriser une image orientée services des administrations communales et CPAS;
- Réduire la charge de travail administrative et améliorer les délais de traitement des prestations administratives et techniques des administrations communales et CPAS;
- Promouvoir une dynamique collective et la mutualisation des investissements, expériences, compétences et contrats dans le cadre d'une approche intégrée et globale au bénéfice de tous;
  - Réaliser des économies d'échelle par la mise en place d'un socle commun applicatif tout en permettant de paramétrer celui-ci pour les besoins propres à chaque institution;

Considérant que la mise en œuvre d'un outil pour une gestion transversale des finances (domaine FIN) et des ressources humaines (parties « Soft HR » et « Hard HR » du domaine GRH), l'amélioration de la gestion des données et de leur interopérabilité sont parmi les conditions à réaliser pour atteindre ces objectifs;

Considérant les travaux menés au sein de la gouvernance du programme (Comités de concertation, Comité stratégique de gouvernance – COMIGOV) auxquels la commune d'Uccle n'a pu participer en raison du projet de déménagement vers le nouveau centre administratif;

Considérant qu'une présentation du projet WePulse a eu lieu en la séance du Collège du 17 janvier 2023;

Considérant qu'une majorité des communes bruxelloises a décidé de rejoindre le projet We Pulse en ce qui concerne les outils dédiés aux modules Finances, Soft et Hard RH;

Vu le document en annexe avec la proposition de feuille de route de déploiement pour la Commune des services et solutions applicatives du domaine FIN et du domaine GRH (parties « Soft HR » et « Hard HR ») et des coûts récurrents maxima qui seraient à charge de la Commune à partir de 2026 concernant le domaine GRH (parties « Soft HR » et « Hard HR ») et le domaine FIN;

Vu que l'accélération de la digitalisation et la nécessité d'une relation toujours plus efficace avec les citoyens et les entreprises impliquent l'évolution des processus et des infrastructures ;

Vu que WePulse utilisera une infrastructure sécurisée sous forme d'une plateforme commune sous la responsabilité de Paradigm qui supportera les différents domaines fonctionnels couverts par le programme avec un niveau de sécurité adéquat des données des Pouvoirs locaux ;

Vu que les coûts d'investissements permettant de livrer les différents services et de déployer les solutions applicatives WePulse seront pris en charge par la Région, que les coûts récurrents associés à WePulse seront également pris en charge par la Région durant les années 2023, 2024 et 2025 et qu'ils ne seront à charge de la Commune qu'à partir de l'exercice budgétaire 2026 ;

Vu que les montants indiqués dans ce tableau seront indexés annuellement selon la formule AGORIA classique ;

Vu que ces coûts récurrents seront plus élevés que les coûts actuels mais que sans le programme WePulse, ils seraient encore plus élevés ;

Vu que l'adhésion formelle à un domaine implique de facto l'adhésion au domaine des services IT fournis par Paradigm ;

Considérant le recours au FRBRTC pour financer une partie des investissements nécessaires pour les domaines du programme visés par la présente délibération ;

Considérant que le programme WePulse est un programme régional nécessitant l'adhésion du plus grand nombre possible de Communes et CPAS ;

Considérant qu'en séance du 18 juillet 2023, le Collège avait pris la décision de communiquer à Paradigm une liste de garanties demandées dans le cadre de l'implémentation du projet We Pulse ;

Considérant que l'administration a réceptionné en date du 20 septembre les réponses de Paradigm ;  
Considérant que des échanges entre l'administration et Paradigm ont encore eu lieu courant octobre afin de préciser certaines demandes;

Considérant que la plupart des demandes formulées par l'administration ont reçu une réponse positive mais que néanmoins certaines fonctionnalités devront encore être précisées par les groupes de travail mis en place par Paradigm dans le cadre de l'implémentation de la solution ;

DECIDE :

- D'adhérer, sous réserve du respect des garanties particulières données par Paradigm tant pour le module finance que pour le module GRH figurant en annexe, aux domaines GRH (parties « Soft HR » et « Hard HR ») et au domaine FIN du programme WePulse aux conditions formulées dans le tableau de prix inclus dans le document joint en annexe;

---

### **Hoogdringendheid is gevraagd. - WePulse - Aansluiting (Aanvullend)**

De raad,

Overwegende dat de gemeentebesturen en OCMW's de bevoorrechte lokale gesprekspartners zijn voor de burgers en bedrijven en steeds meer diensten verschaffen in een veranderende sociodemografische context;

Overwegende dat de digitalisering van de diensten en procedures een essentiële hefboom is om te beantwoorden aan de groeiende noodzaak om de relatie met de burgers en de bedrijven dynamischer te maken, de toegang tot de informatie en de kwaliteit van de administratieve en technische prestaties te verbeteren, de digitalisering van de stappen te bevorderen en de behandelingstermijnen te verkorten;

Overwegende dat de informatietechnologieën in de tijd van de digitalisering van de diensten een belangrijke uitdaging geworden zijn voor alle besturen;

Overwegende de verboddeling van het landschap van toepassingsplatformen die gebruikt worden binnen de plaatselijke besturen van het gewest, meer bepaald in de domeinen van het financieel en boekhoudkundig beheer, het humanresourcesmanagement en het beheer van de maatschappelijke dossiers;

Overwegende dat elk gemeentebestuur en OCMW zijn portefeuille van contracten met zijn providers beheert en vaak alleen staat tegenover hen, zonder mogelijkheid om de kosten te delen ten aanzien van de andere instanties van eenzelfde platform dat gebruikt wordt in andere instellingen;

Overwegende dat de snellere digitalisering van de relatie met de burgers en bedrijven een evolutie van de procedures en toepassingsinfrastructuur vereist om te evolueren naar een samenhangend en globaal ecosysteem dat geschikt is om de algemene efficiëntie te verbeteren; Aangezien:

- Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en Paradigm sinds 2020 een programma van digitalisering en digitale transformatie van de plaatselijke besturen uitwerken, voortaan WePulse genaamd, met het oog op de invoering van een gedeelde gemeenschappelijke toepassingsinfrastructuur voor de lokale besturen;
- Dit programma in juli en december 2020 de steun gekregen heeft van de minister bevoegd voor Plaatselijke Besturen en Digitalisering;
- Paradigm de opdracht gekregen heeft om het programma uit te voeren;
- Het programma formeel gelanceerd werd op 9 maart 2021 in aanwezigheid van de minister bevoegd voor Plaatselijke Besturen en Digitalisering; het dekt de domeinen Financiën, Humanresourcesmanagement, Beheer van de maatschappelijke dossiers en Beheer van de relatie met de burgers/bedrijven (BRB);

- Een inclusief en participatief beheer van het programma ingevoerd werd om alle gemeentes en OCMW's die hun intentie kenbaar gemaakt hebben om zich aan te sluiten bij het programma te betrekken bij de werken en collectieve beslissingen;

Overwegende dat dit programma ertoe bijdraagt onder andere te beantwoorden aan de volgende doelstellingen:

- De kosten van de informaticatools delen en de strategische positie van de plaatselijke besturen tegenover de verschillende providers versterken;
- De toegang tot de informatie verbeteren;
- Een dienstgericht imago van de gemeentebesturen en OCMW's opwaarderen;
- De administratieve werklast verkleinen en de behandelingstermijnen van de administratieve en technische prestaties van de gemeentebesturen en OCMW's verbeteren;
- Een collectieve dynamiek en het delen van de investeringen, ervaringen, vaardigheden en contracten bevorderen in het kader van een integrale en globale aanpak ten voordele van iedereen;
- Schaalvoordelen verwezenlijken door de invoering van een gemeenschappelijke toepassingsbasis, waarbij deze afgesteld kan worden volgens de behoeften van elke instelling;

Overwegende dat de invoering van een tool voor een transversaal beheer van de financiën (domein FIN) en van de human resources (delen "Soft HR" en "Hard HR" van het domein HRM) en de verbetering van het gegevensbeheer en van de interoperabiliteit ervan enkele voorwaarden zijn om deze doelstellingen te bereiken;

Overwegende de werken binnen het beheer van het programma (overlegcomités, strategisch managementcomité - COMIGOV), waaraan de gemeente Ukkel niet kon deelnemen wegens de verhuizing naar het nieuw Administratief Centrum;

Overwegende dat het WePulse-project voorgesteld werd in zitting van het college van 17 januari 2023;

Overwegende dat de meeste Brusselse gemeentes beslist hebben om zich aan te sluiten bij het WePulse-project wat betreft de tools voor de modules Financiën, Soft en Hard HR;

Gelet op het document in de bijlage met het voorstel van stappenplan voor de uitrol voor de gemeente van de toepassingsdiensten en -oplossingen van het domein FIN en het domein HRM (delen "Soft HR" en "Hard HR") en van de terugkerende maximumkosten, die vanaf 2026 voor rekening van de gemeente zouden zijn voor het domein HRM (delen "Soft HR" en "Hard HR") en het domein FIN; Aangezien de snellere digitalisering en de noodzaak van een steeds efficiëntere relatie met de burgers en bedrijven de evolutie van de procedures en infrastructuren inhouden;

Aangezien WePulse een beveiligde infrastructuur gebruikt in de vorm van een gemeenschappelijk platform onder de verantwoordelijkheid van Paradigm, dat de verschillende functionele domeinen die gedekt worden door het programma ondersteunt met een gepast veiligheidsniveau van de gegevens van de plaatselijke besturen;

Aangezien de investeringskosten die het mogelijk maken de verschillende diensten te verschaffen en de WePulse-toepassingsoplossingen uit te rollen voor rekening van het gewest zijn, de terugkerende kosten die samenhangen met WePulse ook voor rekening van het gewest zijn in 2023, 2024 en 2025 en ze pas voor rekening van de gemeente zijn vanaf het begrotingsjaar 2026;

Aangezien de bedragen in deze tabel jaarlijks geïndexeerd worden volgens de klassieke AGORIAformule;

Aangezien deze terugkerende kosten hoger zijn dan de huidige kosten maar ze zonder het WePulseprogramma nog hoger zouden zijn;

Aangezien de formele aansluiting bij een domein de facto de aansluiting bij het domein van de ITdiensten verschaft door Paradigm inhoudt;  
Overwegende het beroep op het BGHGT om een deel van de nodige investeringen te financieren voor de domeinen van het programma die beoogd worden door de onderhavige beraadslaging;  
Overwegende dat het WePulse-programma een gewestelijk programma is dat de aansluiting van zo veel mogelijk gemeentes en OCMW's vereist;  
Overwegende dat het college in zitting van 18 juli 2023 beslist had om aan Paradigm een lijst met gevraagde garanties mee te delen in het kader van de invoering van het WePulse-project;  
Overwegende dat het bestuur de antwoorden van Paradigm ontvangen heeft op 20 september;  
Overwegende dat er in oktober nog contacten waren tussen het bestuur en Paradigm om bepaalde vragen te verduidelijken;  
Overwegende dat de meeste vragen van het bestuur een positief antwoord gekregen hebben, maar dat bepaalde functionaliteiten echter nog verduidelijkt moeten worden door de werkgroepen die door Paradigm opgericht werden in het kader van de invoering van de oplossing;

**BESLIST:**

- Zich aan te sluiten, onder voorbehoud van de inachtneming van de door Paradigm verstrekte garanties voor zowel de financiële modul als de HRM-module die in de bijlage staan, bij de domeinen HRM (delen "Soft HR" en "Hard HR") en het domein FIN van het WePulseprogramma, op de voorwaarden in de prijstabel inbegrepen in het bijgevoegde document.

---

## **DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN**

### **Personnes porteuses handicap - Personen met een handicap**

#### **31 Conseil Consultatif Communal de la Personne en Situation de Handicap.- Nouveaux membres.**

Le Conseil,

Attendu qu'un Conseil Consultatif Communal de la Personne en Situation de Handicap a été créé par le Conseil Communal en séance du 27 juin 2013;

Attendu qu'avant de faire acte de candidature, M. Arnaud Bergeot a déjà participé à deux réunions consécutives, en qualité d'invité;

Attendu que, par mail du 19 septembre 2023, le CCCPSH d'Uccle a reçu la candidature de l'asbl "Montagne de Saint-Job", qui propose un cadre de vie à des adultes en situation de handicap léger et/ou de fragilité neurologique ou psychiatrique légère, afin que, au fil de leur quotidien et des moments partagés aux côtés de leurs pairs et des accompagnateurs volontaires, il y consolident leur autonomie;

Attendu que M. Arnaud Bergeot, coordinateur, représentera cette asbl;

Que Mme Fatima Ben Yamoun, administratrice, représentera cette asbl en tant que membre suppléant;

Que par courrier du 21 septembre 2023, M. Jorge Casares Vazquez, souhaiterait également faire partie du CCCPSH, à titre privé;

Attendu que le règlement prévoit en son article 2, alinéa 2 que "l'acte de candidature peut également être présenté d'initiative par toute personne bénéficiant des conditions d'éligibilité prévues à l'article 3 du présent règlement, à n'importe quel moment et par simple lettre dûment motivée adressée au Collège des Bourgmestre et Echevins qui proposera ladite candidature au prochain Conseil communal";

Attendu qu'il convient dès lors que le Conseil examine les candidatures, Décide

:

- de marquer son accord sur la candidature de M. Arnaud Bergeot, afin de représenter l'asbl "Montagne de Saint-Job" auprès du CCCPSH;
- de marquer son accord sur la candidature de Mme Fatima Ben Yamoun, afin de représenter l'asbl "Montagne de Saint-Job" auprès du CCCPSH, en sa qualité de membre suppléant;
- de marquer son accord sur la candidature de M. Jorge Casares Vazquez, auprès du CCCPSH, à titre privé.

---

### **Gemeentelijke Adviesraad voor Personen met een Handicap.- Nieuwe leden.**

De Raad,

Aangezien de Gemeenteraad in zitting van 27 juni 2013 een gemeentelijke adviesraad voor personen met een handicap heeft opgericht;

Aangezien de h. Arnaud Bergeot, voordat zijn kandidatuur in te dienen, al twee opeenvolgende vergaderingen heeft bijgewoond in de hoedanigheid van gast;

Aangezien de GARPH van Ukkel op 19 september 2023 de kandidatuur heeft ontvangen van vzw "Montagne de Saint-Job" die een leefomgeving biedt aan volwassenen met lichte handicaps en/of neurologische of psychiatrische aandoeningen zodat ze hun autonomie kunnen consolideren terwijl ze hun dagelijkse leven leiden en tijd kunnen doorbrengen met hun leeftijdsgenoten en vrijwillige verzorgers;

Aangezien de h. Arnaud Bergeot, coördinator, deze vzw zal vertegenwoordigen;

Aangezien Mevr. Fatima Ben Yamou, bestuurster, deze vereniging zal vertegenwoordigen als plaatsvervangend lid;

Dat per brief van 21 september 2023, de h. Jorge Casares Vazquez, ook graag deel uit zou willen maken van de GARPH's, als particulier;

Gelet op artikel 2, alinea 2 van het reglement: "Een kandidatuur kan eveneens voorgesteld worden op initiatief van elk persoon die voldoet aan de verkiezingsvoorwaarden van artikel 3 van het onderhavige reglement, op gelijk welk ogenblik en via een eenvoudige, behoorlijk gemotiveerde brief, geadresseerd aan het college van burgemeester en schepenen dat deze kandidatuur aan de eerstvolgende gemeenteraad zal voorleggen";

Aangezien de raad de candidaturen dient te onderzoeken, Beslist

:

- zijn goedkeuring te verlenen aan de kandidatuur van de h. Arnaud Bergeot om vzw "Montagne de Saint-Job" te vertegenwoordigen binnen de GARPH's;
- zijn goedkeuring te verlenen aan de kandidatuur van mevr. Fatima Ben Yamoun om vzw "Montagne de Saint-Job" te vertegenwoordigen binnen de GARPH's, als plaatsvervangend lid;
- zijn goedkeuring te verlenen aan de kandidatuur van de h. Jorge Casares Vazquez, als particulier, binnen de GARPH's.

---

## **DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN**

### **Secrétariat central - Centraal secretariaat**

#### **32 Question écrite de M. Cools : les renseignements urbanistiques**

---

**Schriftelijke vraag van de h. Cools : de stedenbouwkundige inlichtingen**

---

33 **Interpellation de M. De Bock : le respect du bien-être animal à la Foire de St-Job.- report du 28/09/2023**

---

**Interpellatie van de h. De Bock : de naleving van het dierenwelzijn op de jaarmarkt van Sint-Job.- uitstel van 28/09/2023**

---

34 **Interpellation de Mme Delvoye : le nouveau statut des crèches. (Complémentaire)**

---

**Interpellatie van Mevr. Delvoye : het nieuw statuut voor kinderdagverblijven. (Aanvullend)**

---

35 **Question orale de Mme Van Offelen : des panneaux explicatifs et des QR codes dans l'espace public ucclois : évolution de la situation. (Complémentaire)**

---

**Mondelinge vraag van Mevr. Van Offelen : infoborden en QR-codes in de openbare ruimte te Ukkle : evolutie van de situatie. (Aanvullend)**

---

36 **Question orale de M. Cools : Contrôle des zones de livraison. (Complémentaire)**

---

**Mondelinge vraag van de h. Cools : Controle van bezorggebieden. (Aanvullend)**

---

37 **Question orale de M. Cohen : le respect du bien-être animal à la Foire de St-Job. (Complémentaire)**

---

**Mondelinge vraag van de h. Cohen : de naleving van het dierenwelzijn op de jaarmarkt van Sint-Job. (Aanvullend)**

---

38 **Question orale de m. Cools : fermeture d'un établissement Horeca et situation du parking à Uccle. (Complémentaire)**

---

**Mondelinge vraag van de h. Cools : sluiting van een horecazaak en toestand van de parking in Ukkle. (Aanvullend)**

---

39 **Question orale de M. Hayette: Soupe pour tous. (Complémentaire)**

---

**Mondelinge vraag van de h. Hayette: Soep voor iedereen. (Aanvullend)**

---

40 **Question orale de M. Hayette : Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté. (Complémentaire)**

---

**Mondelinge vraag van de h. Hayette : Internationale dag voor de uitroeiing van armoede. (Aanvullend)**

---

41 **Question orale de M. Cohen : Fermeture d'un établissement Horeca uclois. (Complémentaire)**

---

**Mondelinge vraag van de h. Cohen : Sluiting van een horecazaak in Ukke. (Aanvullend)**